



ÉLECTIONS 2008



LES CANDIDATS



DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / OCTOBRE 2008

VOLUME 13 / NUMÉRO 10

<http://www.america.gov/publications/ejournalusa.html>

Programmes d'information internationale

Coordonnateur	Jeremy Curtin
Directeur de la publication	Jonathan Margolis
<hr/>	
Conception	George Clack
Rédacteur en chef	Richard Huckaby
Directrice de la rédaction	Anita Green
Directeur adjoint de la rédaction	Michael Jay Friedman
Chef de la production	Susan Doner
Chef adjointe de la production	Sylvia Scott
Version Internet	Janine Perry
<hr/>	
Révision	Rosalie Targonski
Photographies	Ann Monroe Jacobs
Page de couverture	Diane Woolverton
Documentation	Martin Manning
Traduction	Service linguistique IIP/AF
Maquette de la version française	Africa Regional Services, Paris

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis publie une revue électronique mensuelle sous le logo *eJournal USA*. Ces revues examinent les principales questions intéressant les États-Unis et la communauté internationale ainsi que la société, les valeurs, la pensée et les institutions des États-Unis.

Publiée d'abord en anglais, la revue mensuelle est suivie d'une version en espagnol, en français, en portugais et en russe. Certains numéros sont également traduits en arabe, en chinois et en persan. Toutes les revues sont cataloguées par volume et par numéro.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien ; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité.

Les articles, les photographies et les illustrations publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits ou traduits en dehors des États-Unis, sauf mention explicite de droit d'auteur, auquel cas ils ne peuvent être utilisés qu'avec l'autorisation du titulaire du droit d'auteur indiqué dans la revue.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des revues à paraître sont disponibles sous divers formats à l'adresse suivante :

<http://www.america.gov/publications/ejournalusa.html>

Veillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des États-Unis de votre pays ou bien à la rédaction :

Editor, *eJournal USA*
IIP/PUBJ
U.S. Department of State
301 4th Street SW
Washington, DC 20547
États-Unis d'Amérique

Courriel : eJournalUSA@state.gov

Avant-propos



© AP Images/Ron Edmonds

Lâcher de ballons et pluie de confettis après l'acceptation par un candidat à la présidence de son investiture lors de la convention nationale d'un parti politique.

Toutes les élections présidentielles sont spectaculaires et revêtent un caractère historique. Alors que la ferveur pour l'élection de 2008 continue de prendre de l'ampleur, les électeurs américains et les personnes intéressées dans le reste du monde peuvent désirer mieux connaître les antécédents des deux principaux candidats à la présidence. Quelle sorte de personne parvient au plus haut poste du régime politique des États-Unis, quelles sont ses qualités, ses tendances et ses forces ?

Rédacteur et ancien diplomate, Domenick DiPasquale examine la vie de Barack Obama et de John McCain et indique la façon dont les deux candidats sont prêts à diriger le pays après avoir mené une longue campagne électorale pour être investis par leur parti politique respectif, ainsi que leurs aspirations et leurs réalisations en qualité d'hommes politiques.

Auteur d'un livre sur le président John Kennedy, David Pitts présente les deux candidats à la vice-présidence, Joe Biden et Sarah Palin. En outre, des extraits d'un article de deux universitaires, John Murphy et Mary Stuckey, retracent l'évolution du rôle du vice-président des États-Unis.

Étudiante en journalisme, Kelly Bronk brosse un portrait de l'épouse et de la famille respectives des deux candidats. Spécialiste de l'histoire des présidents des États-Unis, Carl Sferrazza Anthony décrit comment plusieurs épouses de président ont joué un rôle éminent, mais non bien défini, de leur propre initiative.

Historien et rédacteur du département d'État, Michael Jay Friedman donne un aperçu des pouvoirs du président et de ses obligations dans un régime politique caractérisé par la séparation des pouvoirs.

On trouvera également des extraits d'ouvrages et de discours de John McCain et de Barack Obama, ainsi qu'une bibliographie et une filmographie.

Deux choses sont certaines au sujet de cette élection : un nouveau président des États-Unis prêtera serment le mardi 20 janvier 2009, et le passage du pouvoir dans l'ordre, un des aspects les plus essentiels du régime démocratique, aura lieu, quel que soit le candidat qui sera victorieux.

La rédaction



Élections 2008 : les candidats

JOHN MCCAIN

- 4 John McCain: une carrière au service de la nation**
DOMENICK DiPASQUALE
Le candidat républicain à la présidence a servi son pays pendant cinquante ans, d'abord comme officier de la marine militaire, puis comme représentant et sénateur.
- 10 L'avenir selon John McCain**
Extraits du discours sur la politique étrangère des États-Unis prononcé le 26 mars 2008, devant le World Affairs Council de Los Angeles.
- 11 John McCain par lui-même**
John McCain décrit les sentiments qu'il a éprouvés pour les États-Unis durant les quelque cinq années qu'il a passées comme prisonnier de guerre des Nord-Vietnamiens.
- 13 Le site Facebook de John McCain**

BARACK OBAMA

- 15 Le site Facebook de Barack Obama**
- 17 Barack Obama: l'avènement d'une nouvelle génération**
DOMENICK DiPASQUALE
Le candidat démocrate à la présidence est le premier Afro-Américain à avoir reçu l'investiture d'un grand parti politique.

- 23 L'avenir selon Barack Obama**
Extraits du discours prononcé le 23 avril 2007, devant le Chicago Council on Global Affairs.
- 24 Barack Obama par lui-même**
Barack Obama parle de la période de sa vie au cours de laquelle il a commencé à remarquer le monde qui l'entourait et où il a désiré être une force en faveur du changement.
- 25 Les pouvoirs du président**
MICHAEL JAY FRIEDMAN
La Constitution des États-Unis énonce les pouvoirs du président. Elle est toutefois suffisamment souple pour permettre à chaque président en exercice d'ajuster son rayon d'action en fonction de sa propre conception du gouvernement et des besoins du moment.

LES CANDIDATS À LA VICE-PRÉSIDENTIE

- 28 Le rôle croissant du vice-président**
JOHN MURPHY ET MARY STUCKEY
La vice-présidence des États-Unis a gagné en importance au fur et à mesure de l'augmentation des contraintes auxquelles le président est soumis.
- 31 Sarah Palin, candidate du parti républicain à la vice-présidence**
DAVID PITTS
La gouverneure de l'Alaska a de l'expérience dans le domaine exécutif et est considérée comme une réformatrice.

34 Joe Biden, candidat du parti démocrate à la vice-présidence

DAVID PITTS

Le sénateur du Delaware a une grande expérience dans le domaine législatif et en politique étrangère.

LA FAMILLE DES PRÉSIDENTS

37 Le rôle de l'épouse du président

CARL SFERRAZZA ANTHONY

Depuis que Martha Washington a tracé la voie au XVIII^e siècle, les « premières dames » des États-Unis ont joué ce rôle particulier en fonction de leurs centres d'intérêt et de leur époque.

41 La famille McCain

KELLY BRONK

John McCain et son épouse Cindy ont suivi des voies différentes pour servir leur pays. La famille McCain comprend sept enfants et quatre petits-enfants.

43 La famille Obama

KELLY BRONK

Barack Obama et son épouse Michelle ont consacré la majeure partie de leur vie d'adulte au service de la collectivité. Ils ont deux fillettes.

DOCUMENTATION ANNEXE

45 Encadré: Le rôle des partis tiers dans l'élection présidentielle

Les candidats des partis tiers attirent l'attention sur des questions qui risquent d'être laissées de côté.

46 Bibliographie, sites Internet et filmographie

John McCain : une carrière au service de la nation

Domenick DiPasquale



Lors de sa campagne électorale à Annapolis (Maryland), John McCain prononce en avril 2008 un discours à l'École navale des États-Unis, où il a fait des études dans sa jeunesse.

Le candidat républicain à la présidence a servi son pays pendant cinquante ans, d'abord comme officier de la marine militaire, puis comme représentant et sénateur. Si John McCain a apporté son soutien à de nombreuses mesures adoptées par le gouvernement Bush, il s'est engagé à suivre une nouvelle politique tant étrangère qu'intérieure.

Rédacteur indépendant, Domenick DiPasquale est un ancien diplomate qui a occupé des fonctions au Ghana, au Kenya, au Brésil, en Bosnie, à Singapour et en Slovénie.

L'investiture de John McCain comme candidat du parti républicain à l'élection présidentielle de 2008 couronne une remarquable carrière de cinquante années passées au service de la nation.

Aviateur de la marine militaire, prisonnier de guerre au Vietnam, représentant et sénateur, John McCain a toujours fait preuve des mêmes traits de caractère, ceux d'un homme au franc-parler, profondément attaché à ses valeurs et à ses principes, au sens du devoir incontournable et farouchement indépendant. Ces

qualités, qui lui ont valu la colère systématique de ses géôliers nord-vietnamiens, et parfois la rancœur de ses collègues républicains, lui ont aussi acquis l'appui, et ont forcé l'admiration, de millions d'électeurs américains.

Celui dont on lit dans l'*Almanac of American Politics* qu'il est « ce qui correspond le mieux à un héros national en politique » (les médailles « Silver Star », « Distinguished Flying Cross » et « Purple Heart » comptent au nombre des décorations qui lui ont été décernées), John McCain a affirmé une réputation qui n'était plus à faire en menant une campagne opiniâtre pour l'investiture du parti républicain à l'élection présidentielle de 2000, laquelle avait capturé l'imagination de nombreux Américains. Malgré sa défaite, il s'impose en tant que l'un des membres du Sénat les plus respectés, en particulier dans les dossiers de sécurité nationale, et l'une des personnalités les plus en vue du parti républicain.

Plus que toute autre qualité peut-être, sa conception de l'honneur personnel forme la clé de voûte de son identité privée et publique.

« En prison, où l'indépendance que je chéris était l'objet de risées et d'attaques, j'ai trouvé le respect de soi dans ma fidélité à mon pays », confie-t-il dans son autobiographie *Faith of My Fathers* [La foi de mes pères]. « L'honneur s'accompagne toujours d'obligations. Moi-même et les hommes avec lesquels je servais sous les drapeaux avions accepté les nôtres et nous étions reconnaissants de jouir de ce privilège. »

LES PREMIÈRES ANNÉES

Fils et petit-fils d'amiraux, John Sidney McCain est né le 29 août 1936 dans la zone du canal de Panama, à l'époque placée sous l'administration des États-Unis. En fait, le passé militaire de sa famille, originaire des hautes terres d'Écosse, remonte à la guerre d'indépendance des États-Unis, au XVIII^e siècle : l'un de ses ancêtres faisait partie de l'état-major de George Washington.

À l'image de bien des familles militaires, le jeune McCain mène une existence nomade, au gré des affectations de son père qui obligent ses parents à porter leurs pénates d'une base navale à l'autre. Cette façon d'être constamment « déraciné » pourrait avoir contribué à son indépendance de caractère. Comme il le dit lui-



John McCain enfant (au centre) avec son grand-père (à gauche) et son père (à droite), tous deux amiraux, sur une photo de famille pendant les années 1940.

En uniforme, l'officier de la marine militaire John McCain en compagnie de son père, l'amiral John McCain.



© AP Images

même, « à chaque fois que j'arrivais dans une nouvelle école, j'avais hâte de me faire de nouveaux amis, en jouant la carte de l'insolence, pour compenser la perte des précédents (...) Au fil des établissements scolaires, je suis devenu un incorrigible casse-pieds. »

En 1954, John McCain sort diplômé de l'établissement secondaire Episcopal High School, situé à Alexandria (Virginie) et il tient son « rendez-vous incontournable » avec l'école navale des États-Unis, la prestigieuse U.S. Naval Academy. Là, il se lance « quatre ans durant dans un programme d'insubordination et de rébellion ». Il se fait une réputation de bon vivant toujours prêt à faire la fête, accumule les points de mauvaise conduite et peine à faire ses études. Mais il s'accroche et sort diplômé de l'école navale en 1958.

AVIATEUR DE LA MARINE MILITAIRE ET PRISONNIER DE GUERRE

Officier de la marine militaire, il suit des cours dans une école de pilotage de Pensacola, en Floride, qui lui décerne son brevet de pilote. Au début des années 1960, il participe à plusieurs déploiements sur des porte-avions en Méditerranée. Toutefois, vers le milieu de cette décennie, alors que les États-Unis s'impliquent de plus en plus dans la guerre du Vietnam, John McCain commence à aspirer à des postes de commandement et il est convaincu que le meilleur moyen d'arriver à ses fins consiste à se doter d'états de service crédibles.

Affecté au porte-avions Forrestal dans le golfe du Tonkin, au large des côtes du Vietnam, en 1967, il frôle la mort quand un effroyable incendie balaie le pont d'envol et embrase son avion d'assaut A-4 en attente de

décollage. Peu de temps après, il est muté dans une autre escadrille à bord du porte-avions Oriskany.

Sa vie bascule le 26 octobre 1967. Alors qu'il effectue un bombardement aérien contre une centrale électrique d'Hanoï, un missile sol-air déchire l'aile droite de son avion A-4. Abandonnant son aéronef irrémédiablement abîmé, il atterrit en parachute dans un lac au milieu de la ville, se cassant les deux bras et un genou. Immédiatement fait prisonnier, il commence une période de cinq ans et demi de détention, souvent émaillée de sévices et d'actes de



Le pilote de chasse John McCain (en bas à droite) en compagnie des autres membres de son escadrille.

SON ENTRÉE SUR LA SCÈNE POLITIQUE

Après la signature de l'accord de paix entre les États-Unis et le Vietnam du Nord en janvier 1973, qui incluait la libération de tous les prisonniers de guerre, John McCain recouvre la liberté le 15 mars de cette année-là. Malgré la gravité de ses blessures de guerre – on le voit boiter lorsqu'il descend de l'avion qui le ramène à la liberté –, il parvient à réintégrer son poste d'aviateur naval au prix d'intenses séances de rééducation.

De 1973 à 1974, il fréquente le National War College, sis à Washington, où il rédige une thèse portant sur la résistance des prisonniers de guerre pendant leur captivité. Toutefois, c'est une nomination ultérieure qui imprimera une toute nouvelle direction à sa vie. En 1977, il commence à travailler comme officier

torture, dans une série de camps nord-vietnamiens de prisonniers de guerre.

À l'instar d'autres prisonniers de guerre américains, John McCain est la cible fréquente de passages à tabac et d'interrogatoires brutaux aux mains de ses geôliers qui veulent obtenir des renseignements militaires ou soustraire des déclarations à des fins de propagande anti-américaine. Après avoir refusé une libération anticipée, il est roué de coups d'une telle férocité, plusieurs jours durant, qu'il finira par signer une confession, acte qui le plonge dans le désespoir et la honte. Il reprendra cependant du poil de la bête et gagnera la réputation bien méritée d'être un « dur à cuire », le plus grand compliment que ses collègues prisonniers confèrent aux plus durs d'entre eux.

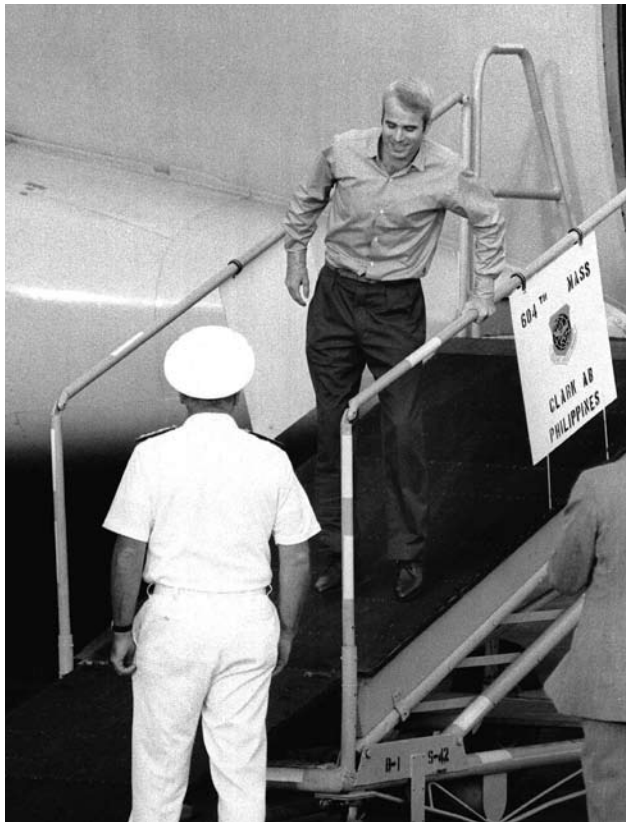
John McCain attribue sa capacité d'avoir enduré sa captivité, y compris deux ans d'isolement cellulaire, à sa foi – sa « foi en Dieu, foi dans les États-Unis, foi dans les autres prisonniers de guerre ». Évoquant la résistance et la bravoure de ses camarades, il dira plus tard que ses anciens compagnons « étaient une lanterne pour moi, une lanterne de courage et de foi qui illuminait le chemin du retour au pays dans l'honneur, et je luttais contre la panique et le désespoir pour rester dans sa lumière ».

de liaison auprès du Sénat. Dans ce rôle, note le quotidien *The New York Times*, il « se délectait des joutes législatives et (...) il noua des amitiés personnelles ainsi que des liens de collaboration professionnelle de part et d'autre de la fracture idéologique, une façon de procéder qui sera caractéristique de sa carrière ultérieure au Sénat ».

Retraité de la marine en 1981, après avoir refusé



John McCain pose une question lors des travaux de la commission sénatoriale des services armés, en septembre 2007.



L'officier de la marine militaire John McCain descend d'avion en boitant, après sa libération de prison au Vietnam en 1973.

l'offre d'une promotion au rang d'amiral, John McCain s'installe dans l'Arizona, l'État dont est originaire sa seconde femme, Cindy, qu'il a épousée en 1980. En 1982, il brigue son premier poste électif et décroche un siège à la Chambre des représentants en qualité de représentant de la première circonscription de l'Arizona, remportant 66 % des suffrages. Réélu en 1984, il briguera deux ans plus tard le siège au Sénat laissé vacant par le départ à la retraite de Barry Goldwater (candidat républicain à l'élection présidentielle de 1964).

Lors de ses premières années au Sénat, John McCain se concentre sur des dossiers en rapport avec son expérience personnelle, notamment en matière de défense nationale, d'aide aux anciens combattants et de normalisation des relations avec le Vietnam, travaillant sur cette dernière question avec le sénateur John Kerry, démocrate, lui-même héros de la guerre du Vietnam. Des années plus tard, lorsque John Kerry sera le candidat démocrate à la présidence et la cible d'attaques politiques, John McCain prendra la défense de son collègue accusé d'avoir présenté ses états de service militaire sous un faux jour.

Il n'est pas rare que John McCain tende la main à ses

collègues démocrates. Il essaie de forger un consensus avec eux sur les moyens de résoudre des questions complexes et controversées. À cet égard, il connaît sa part de succès, comme dans le cas de la normalisation des relations avec le Vietnam, comme sa part d'échecs, par exemple lorsqu'il tente avec le sénateur Edward Kennedy de s'attaquer à l'épineuse question de l'immigration clandestine.

Tout au long de ses quatre mandats au Sénat, John McCain vote la plupart du temps conformément aux convictions politiques des républicains classiques : forte défense nationale, faible charge fiscale, opposition au militantisme des juges et opposition à l'avortement. Néanmoins, il passe aussi pour un non-conformiste, par exemple lorsqu'il plaide pour la réforme du financement des campagnes électorales ou qu'il s'insurge contre la politique de l'assiette au beurre ou encore contre la pratique qu'ont les législateurs d'alourdir les lois de finances de toutes sortes de projets locaux destinés à leur attirer la reconnaissance – et partant les suffrages – de leurs électeurs.

CANDIDAT À LA PRÉSIDENTENCE

C'est en 2000 qu'il sollicite pour la première fois l'investiture du parti républicain à l'élection présidentielle. Plus d'un électeur est séduit par sa franchise, son humour, sa tendance à l'autocritique et son franc-parler, qualités qui non seulement retiennent l'attention de la nation, mais qui lui valent aussi l'appui tant de républicains que de démocrates. John McCain remportera une victoire impressionnante, et inattendue, contre le poulain présumé du parti républicain, George W. Bush, lors des premières élections primaires du pays, toujours importantes, tenues dans le New Hampshire. Par la suite, sa campagne obtient des résultats décevants : il ne retient pas l'attention d'un nombre suffisamment important de républicains dans les autres États. Après plusieurs défaites dans de grands États, tels la Californie et le New York, il met fin à sa campagne et finira par appuyer la candidature de George W. Bush, lequel remettra la Maison-Blanche entre les mains des républicains aux élections de novembre.

Dans les années qui suivent, John McCain reste très présent sur la scène politique nationale. En 2002, le Congrès finit par adopter la loi qui fera date sur la réforme du financement des campagnes électorales et qui a pour auteurs John McCain et son collègue démocrate Russ Feingold. Partisan d'une vigoureuse politique de défense nationale, John McCain appuie la décision



© AP Images/Stephan Savoia

Lors d'un rassemblement politique au New Hampshire en 2000, John et Cindy McCain sourient sous une pluie de confettis.

d'envahir l'Irak en 2003, mais il se montrera très critique quant à la façon dont la guerre sera livrée dans les premiers temps.

Réélu au Sénat en 2004 pour un quatrième mandat, avec 77 % des suffrages exprimés contre 21 % pour son rival, John McCain passe au départ pour l'un des plus solides prétendants à l'investiture du parti pour l'élection présidentielle de 2008, si ce n'est le prétendant présumé. Malgré tout, un grand nombre de candidats républicains entrent en lice et commencent à s'organiser en 2007 en perspective du marathon des primaires et des caucus de l'année suivante. Sur cette toile de fond, la campagne de John McCain commence à imploser, avec tous ses remaniements de personnel, ses graves problèmes financiers et son candidat en perte de vitesse dans les sondages.

La ténacité de John McCain – cette qualité-même qui l'a aidé à endurer ses années de captivité au Vietnam – se révélera indispensable pour surmonter cette période difficile. « J'ai une stratégie très compliquée pour vous », lui dit l'un de ses conseillers. « Restez dans la course jusqu'à ce qu'il ne reste plus personne d'autre. »

C'est précisément ce que fait John McCain. Il fait l'impasse sur les caucus de l'Iowa, les premières consultations populaires du pays, et se concentre sur la première primaire, qui aura lieu le 8 janvier dans le New Hampshire, lieu de sa grande victoire en 2000. Il passe des mois dans cet État et participe à 101 assemblées publiques locales pour se faire mieux connaître des électeurs du New Hampshire, farouchement indépendants. Son pari se révélera payant : il remporte une victoire clé sur ses principaux rivaux républicains. Dans les États qui votent après le New Hampshire, les électeurs accordent la préférence soit à lui, soit au gouverneur du Massachusetts, Mitt Romney, soit à l'ancien gouverneur de l'Arkansas, Mike Huckabee. John McCain conforte sa place de favori le jour des primaires du « super mardi », le 5 février, où plus d'une vingtaine d'États organisent leurs consultations populaires. Il l'emporte dans des États très peuplés, tels la Californie, l'Illinois et l'État de New York, et prend une telle avance sur ses rivaux en ce qui concerne le nombre des délégués que personne ne pourra le rattraper. Le 4 mars, les victoires qu'il remporte dans l'Ohio et au Texas lui



John McCain parle à la presse en 2005 après s'être entretenu avec le président de l'Afghanistan, Hamid Karzaï. Hillary Clinton (à gauche) et lui faisaient partie d'une délégation de membres du Congrès qui s'est rendue en Afghanistan.

permettent de franchir la barre des 1 191 délégués dont il a besoin pour obtenir l'investiture de son parti.

UNE PRÉSIDENTE MCCAIN ?

La question de l'âge de John McCain s'est posée pendant la campagne. S'il est élu, il aura soixante-douze ans quand il prêtera serment : ce serait un record de vieillesse pour un premier mandat. Il essaie de désamorcer les inquiétudes que suscitent son âge et son état de santé en se fixant un emploi du temps chargé dans le cadre de sa campagne et en se moquant de lui-même. Sur le ton de la plaisanterie, il aime à dire qu'il est « vieux comme le monde » et qu'il a « plus de cicatrices que Frankenstein ». Peut-être envoie-t-il aussi un message subtil sur sa santé et sa vitalité, qu'il veut montrer compatibles avec les exigences de la présidence, en se faisant accompagner lors de rassemblements politiques par sa mère, Roberta, vieille dame de quatre-vingt-seize ans qui respire la santé.

Le programme électoral de John McCain reflète son attachement à un bon nombre de priorités républicaines classiques, mais aussi une certaine volonté d'imprimer une nouvelle direction quand il l'estime nécessaire. Farouche partisan du renforcement des effectifs américains en Irak dès que cette mesure a été proposée, il plaide pour le maintien de la présence des États-Unis en Irak et en Afghanistan tant que ces pays ne seront pas stables ainsi que pour la poursuite d'une lutte antiterroriste agressive – autant de prises de position qui sont des principes de la politique actuelle des États-Unis. En matière de politique énergétique, il préconise le recours accru à l'énergie nucléaire et au forage pétrolier en mer ; sur le plan économique, il recommande de pérenniser les importantes réductions d'impôt mises en place sous le gouvernement Bush.

Sur d'autres dossiers, en revanche, John McCain promet de se démarquer du gouvernement actuel. Par exemple, il se dit favorable à un plus haut degré de collaboration avec les alliés des États-Unis en matière de politique étrangère. En outre, il s'engage à prendre des mesures plus musclées pour lutter contre le réchauffement planétaire et les changements climatiques, et notamment à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 60 % d'ici à 2050.

Indépendamment du verdict des urnes en 2008, John McCain restera indubitablement au service du pays auquel il a consacré toute sa vie. On le comprend aisément à la lecture d'un passage simple, mais éloquent, tiré de son autobiographie et dans lequel il médite sur une leçon qu'il a apprise durant sa captivité au Vietnam. « Ce n'est qu'après l'avoir perdue un temps que j'ai compris à quel point j'aimais l'Amérique », écrit-il. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

L'avenir selon John McCain

Extraits du discours sur la politique étrangère des États-Unis prononcé le 26 mars 2008, devant le World Affairs Council de Los Angeles.

Le leadership n'a plus le même sens que dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, lorsque l'Europe et les autres démocraties continuaient à se remettre des dévastations de la guerre et que les États-Unis étaient la seule superpuissance mondiale. À l'heure actuelle, nous ne sommes plus seuls. Il y a la puissante voix collective de l'Union européenne et ces grands pays que sont l'Inde et le Japon, l'Australie et le Brésil, la Corée du Sud et l'Afrique du Sud, la Turquie et Israël, pour ne nommer que quelques-uns des principaux États démocratiques. Il y a également des États de plus en plus puissants comme la Chine et la Russie, qui exercent une grande influence au sein du système international

Dans un tel monde, où la puissance sous toutes ses formes est plus largement et plus également répartie, les États-Unis ne peuvent plus jouer un rôle de premier plan en s'appuyant uniquement sur leur puissance. Nous devons être forts dans les domaines politique, économique et militaire. Toutefois, nous devons également jouer un rôle de premier plan en gagnant les autres pays à notre cause, en montrant une fois de plus les mérites de la liberté et de la démocratie, en défendant les règles de la société civilisée internationale et en créant les institutions internationales nécessaires pour faire progresser la paix et les libertés qui nous sont chères. Dans le monde actuel, le leadership signifie peut-être avant tout l'acceptation et l'exécution de nos responsabilités en tant que grande nation.

Le respect mutuel et la confiance doivent être au cœur de ce nouveau contrat. Souvenons-nous des paroles des fondateurs de notre nation, dans la Déclaration d'indépendance, sur le respect dû à l'opinion de l'humanité. Notre grande puissance ne signifie pas que nous pouvons faire ce que nous voulons quand nous le voulons, pas plus que nous ne devrions partir du principe que nous possédons toute la sagesse et toutes les connaissances nécessaires pour réussir. Nous devons prêter attention à la volonté collective de nos alliés démocratiques et la respecter. Lorsque nous jugerons une action internationale nécessaire, qu'elle soit militaire, économique ou diplomatique, nous tenterons de persuader nos amis de la justesse de notre position. En contrepartie, nous devons

être disposés à nous laisser persuader par eux.

Les États-Unis doivent se comporter en citoyens modèles si nous voulons que les autres nous prennent pour modèle. La façon dont nous nous comportons dans notre pays influe sur la façon dont on nous considère à l'étranger. Nous devons combattre les terroristes tout en défendant les droits qui constituent les fondements de notre société.

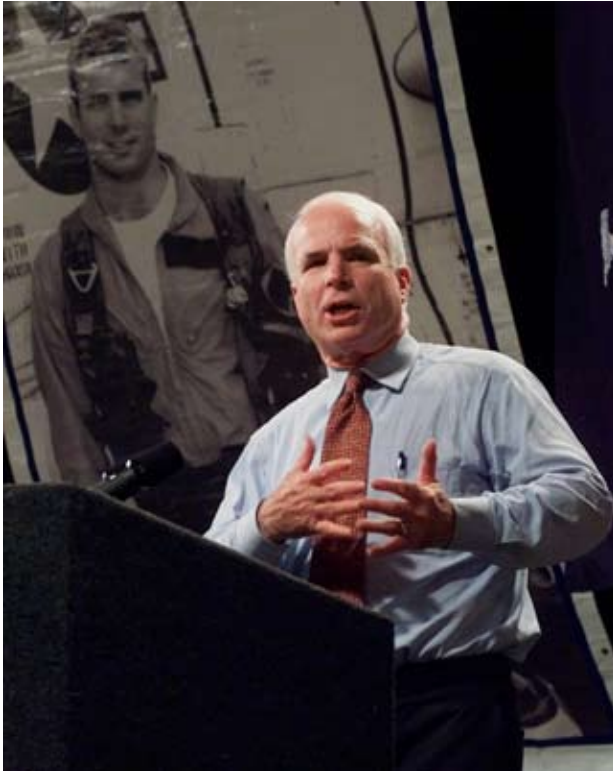
La bonne citoyenneté internationale existe. Nous devons être de bons intendants de notre planète et nous joindre aux autres nations pour contribuer à préserver notre habitat commun. Les risques posés par le réchauffement de la planète n'ont pas de frontière. Avec les autres pays, nous devons nous attaquer sérieusement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les années qui viennent si nous ne voulons pas léguer à nos petits-enfants un monde considérablement affaibli.

Les États-Unis n'ont pas remporté la guerre froide à eux seuls; c'est l'alliance transatlantique qui l'a fait de concert avec nos partenaires à travers le monde. Nos liens avec l'Europe sur le plan de l'histoire, des valeurs et des intérêts sont exceptionnels. Les Américains devraient se réjouir de l'essor d'une Union européenne forte et sûre d'elle-même tandis que nous continuons à soutenir une OTAN forte. L'avenir des relations transatlantiques dépend de la façon dont nous ferons face, à l'échelle mondiale, aux défis internationaux du XXI^e siècle, à savoir élaborer une politique énergétique commune, créer un marché commun transatlantique qui unira plus étroitement nos économies, faire face aux dangers posés par une Russie revancharde et institutionnaliser notre coopération dans des domaines tels que les changements climatiques, l'aide à l'étranger et la démocratisation.

Si nous parvenons à organiser une coalition mondiale pour la paix et la liberté, si nous jouons un rôle de premier plan en assumant nos responsabilités internationales et en montrant la voie menant à un avenir meilleur et plus sûr pour l'humanité, je suis convaincu que nous obtiendrons des avantages tangibles en tant que nation. ■

Source: http://www.lawac.org/speech/indexes/2007-08_index.htm

John McCain par lui-même



© AP Images/Ron Edmonds

Lors de la campagne des élections primaires de 2000, John McCain prononce un discours en Caroline du Sud devant une photographie le représentant en tenue de pilote de combat.

Dans son discours d'acceptation de son investiture en tant que candidat à l'élection présidentielle lors de la Convention du parti républicain le 4 septembre 2008, John McCain a décrit les sentiments qu'il avait éprouvés pour les États-Unis durant les quelque cinq années qu'il avait passées comme prisonnier de guerre des Nord-Vietnamiens.

J'ai été, pendant de nombreuses années, un serviteur imparfait de mon pays. Cependant, j'ai toujours été son serviteur et je n'ai jamais passé un seul jour, dans les bons comme dans les mauvais, sans remercier Dieu de ce privilège.

Il y a longtemps, il m'est arrivé une aventure insolite qui m'a appris la leçon la plus précieuse de ma vie. J'ai eu le bonheur de connaître la malchance. Je le pense sincèrement. J'ai eu de la chance parce que j'ai servi mon pays en compagnie de héros et j'ai été le témoin de milliers d'actes de courage, de compassion et d'amour.

Un soir d'octobre, dans le golfe du Tonkin, je me préparais en vue de ma vingt-troisième mission sur la partie

nord du Vietnam. Je ne craignais nullement de ne pas en revenir sain et sauf. Je pensais être plus fort que tout le monde. J'étais très indépendant, j'aimais enfreindre quelques règles et parfois chercher la bagarre pour m'amuser, mais je le faisais pour mon plaisir, par fierté. Je ne pensais pas qu'il puisse exister une cause plus importante que moi-même.

Ce jour-là, je suis tombé au milieu d'un petit lac de la ville d'Hanoï en me cassant les deux bras et une jambe, alors qu'une foule en colère se préparait à m'accueillir. On me jeta dans une cellule sombre, m'abandonnant à la mort. Lorsque mes geôliers découvrirent que mon père était amiral, ils me transférèrent dans un hôpital. Les médecins ne réussirent pas à remettre en place mes os, si bien qu'ils se contentèrent de me mettre dans un plâtre. Lorsque mes geôliers virent que je n'allais pas mieux et que je pesais moins de cinquante kilos, ils me mirent dans une cellule avec deux autres Américains. Je ne pouvais rien faire, pas même me nourrir moi-même. Ce sont ces derniers qui me nourrissent. C'est alors que j'ai commencé à prendre conscience des limites de mon indépendance égoïste. Ces hommes me sauvèrent la vie.

J'étais placé en isolement total lorsque mes geôliers offrirent de me libérer. Je savais pourquoi. Si je rentrais aux États-Unis, ils utiliseraient cette libération comme propagande pour démoraliser mes compagnons d'infortune. Mais selon notre Code, nous ne pouvions rentrer au pays que dans l'ordre de notre capture, et il y avait des hommes dont l'avion avait été abattu avant moi. Je réfléchis à la question. Je n'étais guère en forme, et les États-Unis me manquaient sur tous les plans, mais je refusai.

De nombreux prisonniers étaient dans une situation pire que la mienne. J'avais été maltraité, certes, mais pas autant que d'autres. J'aimais toujours me rengorger un peu, après avoir été malmené, pour montrer aux autres que j'étais assez coriace pour le supporter. Mais après que j'eus refusé leur offre, mes geôliers me traitèrent plus durement qu'auparavant, pendant longtemps. Et je finis par craquer.

Lorsqu'ils me ramenèrent dans ma cellule, j'étais blessé et honteux et ne savais pas comment je pourrais me présenter devant les autres prisonniers. C'est le brave homme qui occupait la cellule voisine de la mienne, mon ami Bob Craner, qui me sauva. En tapant sur un mur, il me dit que je m'étais battu aussi courageusement que je le pouvais. Nul homme ne peut toujours tenir bon par lui-même. Il me dit de me relever et de me battre de nouveau pour notre pays et pour les hommes avec lesquels

j'avais l'honneur de servir, parce qu'ils se battaient chaque jour pour moi.

C'est quand j'étais détenu dans la prison d'un autre pays que j'ai éprouvé de l'amour pour le mien. J'aimais mon pays non seulement pour les nombreux agréments de la vie qu'il offrait, mais aussi pour son honnêteté; pour sa foi dans la sagesse, la justice et la bonté de son peuple. Je l'aimais parce que ce n'était pas seulement un endroit, mais une idée, une cause qui valait qu'on se batte pour elle. Je n'ai jamais plus été le même. Désormais, je ne m'appartenais plus. J'appartenais à mon pays. ■

Source : <http://www.johnmccain.com/Informing/News/Speeches/ef046a10-706a-4dd5-bd01-b93b36b054bc.htm>

Le site Facebook de John McCain



John McCain

Country: United States

Currently Running For
Office: President
Party: Republican Party

Current Office
Office: Senate
State: Arizona
Party: Republican Party

Detailed Info
Gender: Male
Birthday: August 29, 1936
Political Views: Conservative
Religious Views: North Phoenix Baptist Church
Interests: Sports, Hiking, Fishing, Boxing, Basketball, Football, Baseball, History

Favorite Movies: Viva Zapata, Letters From Iwo Jima, Some Like It Hot
Favorite Books: For Whom the Bell Tolls
Favorite TV Shows: 24, Seinfeld

Work Info

Employer: Running for President
Position: Candidate for the Republican Party
Time Period: April 2007 - Present

Employer: United States Navy
Position: Captain, Squadron Commander, Pilot
Time Period: 1958 - 1981
Description: Naval honors include the Silver Star, Bronze Star, Legion of Merit, Purple Heart, and the Distinguished Flying Cross.

Employer: United States Congress
Position: Senator
Time Period: 1986 - Present
Description: Elected to the United States Senate to take the place of Arizona's great Senator Barry Goldwater. Senator McCain is currently the senior senator from Arizona.

Employer: United States Congress
Position: U.S. Representative
Time Period: 1982 - 1986
Description: Elected to Congress representing what was then the first congressional district of Arizona.

Education Info

Colleges: United States Naval Academy '58
National War College '73

Contact Info

Email: info@johnmccain.com
Phone: 703-418-2008
Location: P.O. Box 16118
Alexandria, VA 22215

Source: <http://www.facebook.com/johnmccain> as visited 22 August 2008.

Le site Facebook de Barack Obama



Barack Obama

Country:	United States
Currently Running For	
Office:	President
Party:	Democratic Party
Current Office	
Office:	Senate
State:	Illinois
Party:	Democratic Party
Detailed Info	
Gender:	Male
Relationship Status:	Married to Michelle Obama

Birthday: August 4, 1961
Religious Views: Christian
Interests: Basketball, writing, loafing w/ kids
Favorite Music: Miles Davis, John Coltrane, Bob Dylan, Stevie Wonder, Johann Sebastian Bach (cello suites), and The Fugees
Favorite Movies: Casablanca, Godfather I & II, Lawrence of Arabia and One Flew Over the Cuckoo's Nest
Favorite Books: Song of Solomon (Toni Morrison), Moby Dick, Shakespeare's Tragedies, Parting the Waters, Gilead (Robinson), Self-Reliance (Emerson), The Bible, Lincoln's Collected Writings
Favorite TV Shows: Sportscenter
Favorite Quotes: "The arc of the moral universe is long, but it bends towards justice."(MLK)

Work Info

Employer: United States Senate
Position: Senator
Time Period: January 2005 - Present

Education Info

Grad School: Harvard Law '91
Colleges: Columbia '83
Political Science, with a concentration in International Relations
Occidental '83

Contact Info

Phone: 8666752008

Source: <http://www.facebook.com/barackobama> as visited 22 August 2008.

Barack Obama: l'avènement d'une nouvelle génération

Domenick DiPasquale



Barack Obama lors d'un rassemblement politique à Saint Paul (Minnesota) en juin 2008.

annales de la politique aux États-Unis.

Le premier candidat afro-américain à recevoir l'investiture d'un grand parti politique à une élection présidentielle, Barack Obama a un passé qui sort de l'ordinaire. Né d'un père kényan et d'une mère blanche issue de l'Amérique profonde, il se fait découvrir sur la scène nationale en galvanisant son auditoire lorsqu'il prononce le discours principal à la convention nationale du parti démocrate tenue en 2004, l'année même où il est élu sénateur de l'Illinois au Congrès. Tout juste quatre ans plus tard, il devance tous ses concurrents en lice, vieux routiers du parti démocrate, dans la course à l'investiture du parti pour la Maison-Blanche.

Orateur au style distingué, maître dans l'art de l'éloquence et des joutes oratoires émouvantes, capable de susciter l'enthousiasme des jeunes électeurs et habile usager de l'Internet dont il a su faire un outil de sa campagne, Barack Obama est bel et bien un candidat du XXI^e siècle. Pour autant, il possède aussi les connaissances pratiques qui ont de tout temps formé la clé de voûte des campagnes électorales, ce qui lui a notamment permis de sortir vainqueur d'une guerre de tranchée politique, longue de cinq

mois et parfois brutale, après avoir éliminé son principal rival pendant les primaires, la sénatrice Hillary Rodham Clinton.

Deux thèmes sous-tendent sa campagne, à savoir la nécessité de changer la conduite traditionnelle des affaires publiques à Washington et la volonté d'amener les Américains dont les idées et les origines sociales et raciales sont diverses à s'unir pour le bien commun.

« Il n'y a pas une Amérique progressiste et une Amérique conservatrice – il y a les États-Unis d'Amérique », déclare-t-il dans son discours à la convention nationale du parti démocrate en 2004. « Il n'y a pas une Amérique noire et une Amérique blanche et une Amérique latino-

Le candidat démocrate à la présidence apporte jeunesse, éloquence et des antécédents fascinants à la campagne électorale de 2008. Barack Obama a obtenu l'investiture de son parti en préconisant le changement de la politique tant étrangère qu'intérieure des États-Unis.

Rédacteur indépendant, Domenick DiPasquale est un ancien diplomate qui a occupé des fonctions au Ghana, au Kenya, au Brésil, en Bosnie, à Singapour et en Slovaquie.

Le parcours remarquable de Barack Obama, conjugué à sa campagne électorale menée de main de maître pour l'investiture du parti démocrate à l'élection présidentielle de 2008, ouvre un nouveau chapitre dans les

américaine et une Amérique asiatique ; il y a les États-Unis d'Amérique... Nous formons un seul peuple, nous tous prêtant allégeance au drapeau, nous tous œuvrant à la défense des États-Unis d'Amérique.»

LES PREMIÈRES ANNÉES

Les parents de Barack Obama sont issus de milieux très différents. Sa mère, Ann Dunham, est née et a grandi dans une petite ville du Kansas. Quand sa famille s'installe à Hawaï, elle fait la connaissance de Barack Obama père, étudiant boursier kényan qui est inscrit à l'université d'Hawaï. Ils se marient en 1959 et, le 4 août 1961, Barack Obama naît à Honolulu. Deux ans plus tard, son père quitte sa nouvelle famille, d'abord pour continuer ses études de troisième cycle à Harvard, ensuite pour occuper un poste d'économiste dans le gouvernement kényan. Le jeune Obama ne reverra son père qu'une seule fois, à l'âge de dix ans.

Il a six ans quand sa mère se remarie, cette fois à un cadre de l'industrie pétrolière, de nationalité indonésienne. La famille va vivre en Indonésie et, quatre ans durant, le jeune garçon fréquente une école de Djakarta, la capitale. Il finira par regagner Hawaï pour vivre avec ses grands-parents



Ann Dunham Obama avec son fils Barack dans les années 1960.

Barack Obama alors qu'il était sénateur de l'Illinois, à Springfield (Illinois).



maternels le temps de poursuivre ses études secondaires.

Dans son premier livre, *Rêves de mon père*, il décrit les troubles de son existence d'adolescent, plus nombreux que de coutume, tandis qu'il s'efforce de donner un sens à son héritage biracial, phénomène encore relativement rare à l'époque aux États-Unis. Le fait d'avoir ses racines tant dans l'Amérique noire que dans l'Amérique blanche pourrait avoir contribué à forger la vision panoramique qu'il apportera dans l'arène politique bien des années plus tard et qui reflète sa compréhension des deux points de vue.

« Barack a le don incroyable de faire la synthèse de réalités apparemment contradictoires et de les rendre cohérentes », s'émerveille Cassandra Butts, l'une de ses camarades de classe en faculté de droit, à une journaliste de la revue *The New Yorker*, Larissa MacFarquhar. « Cela tient au fait qu'il est né dans un foyer où des Blancs le chérissaient, mais qu'il a été perçu comme un Noir lorsqu'il a quitté le cocon familial. »

Une fois de plus, Barack Obama quitte Hawaï, cette fois pour Los Angeles, où il va rester deux ans, le temps de faire des études à l'Occidental College. Il ira ensuite à New York pour suivre des cours à l'université Columbia, dont il sortira titulaire d'une licence en 1983. Son séjour de relativement courte durée à New York éveille en lui le désir de faire du travail de terrain pour susciter des changements.

LES ANNÉES PASSÉES DANS L'ILLINOIS

En quête d'une identité et désireux de donner un sens à son existence, Barack Obama quitte son poste de rédacteur financier pour une société de consultants à vocation internationale sise à New York et part pour Chicago en 1985. Là, il s'investit dans le combat social en faisant du travail de terrain pour une coalition d'églises des quartiers sud de la ville, où vit une population afro-américaine pauvre, durement touchée par la transformation de Chicago, cet ex-centre manufacturier qui a cédé la place au secteur tertiaire.

« C'est dans ces quartiers que j'ai reçu la meilleure éducation de ma vie et où j'ai compris la signification réelle de ma foi chrétienne », racontera Barack Obama des années plus tard en annonçant sa candidature à la présidence des États-Unis.

Il remporte des succès tangibles dans cette entreprise, donnant aux habitants des quartiers sud les

moyens de s'exprimer sur des questions aussi diverses que le redéveloppement économique, la formation à l'emploi et l'assainissement de l'environnement. Pour lui, son rôle essentiel consiste à mobiliser les simples citoyens à la base pour qu'ils forgent des stratégies locales propres à favoriser l'autonomisation politique et économique.

Après trois années d'efforts soutenus, Barack Obama arrive à la conclusion qu'il faut s'impliquer à un échelon plus élevé, dans l'arène du droit et de la politique, pour améliorer véritablement le sort des collectivités en détresse. Dès lors, il s'inscrit à la faculté de droit de l'université Harvard, où il se distingue en étant le premier Noir à être président de la prestigieuse revue *Harvard Law Review* et à sortir diplômé *magna cum laude* en 1991.

Avec un bagage aussi impressionnant, « Barack Obama n'avait que l'embarras du choix », fait observer David Axelrod, aujourd'hui le stratège de sa campagne présidentielle. Barack Obama décide de regagner sa ville d'adoption, Chicago, où il travaille comme avocat spécialiste des droits civiques et enseigne le droit constitutionnel à l'université de Chicago. En 1992, il épouse Michelle Robinson, elle-même diplômée de la faculté de droit de Harvard, et il participe à des campagnes d'inscription sur les listes électorales à Chicago pour appuyer la candidature de démocrates, dont Bill Clinton.

Fermement attaché au principe du service public, il brigue son premier poste électif en 1996 et intègre ainsi l'assemblée législative de l'Illinois en qualité de sénateur représentant Chicago. À de nombreux égards, cette démarche s'inscrit dans le prolongement logique de ses premières activités d'organisateur communautaire, et sa conception de la politique s'en ressent dans une grande mesure : dans son esprit, il incombe aux hommes politiques de faciliter la mobilisation des citoyens et de forger des coalitions de vaste portée.

« Les Afro-Américains qui invoquent exclusivement le racisme comme obstacle à leur réussite se fourvoient profondément s'ils continuent d'ignorer les forces économiques de plus grande ampleur qui sont responsables de la précarité économique de tous les travailleurs – blancs, hispaniques et asiatiques », affirme-t-il à l'époque. La réforme de la fiscalité, les réductions d'impôts

Barack Obama dans son bureau de sénateur au Congrès en 2006.

accordées aux travailleurs à faible salaire et les améliorations apportées au système de justice pénale de l'État comptent au nombre des initiatives qu'il met en place tout au long de ses huit années de service au Sénat de l'Illinois.

LA SCÈNE NATIONALE

En 2000, Barack Obama tente pour la première fois de se faire élire au Congrès, mais il doit s'incliner devant son rival démocrate, Bobby Rush, qui sollicite le renouvellement de son mandat à la Chambre des représentants où il représente Chicago. Découragé par son échec brutal lors des primaires mais désireux d'étendre son influence au-delà du corps législatif de l'Illinois, il persuade sa femme qu'il devrait briguer un siège au Sénat, dernière tentative pour faire avancer sa carrière politique dans un jeu de quitte ou double.

La course aux élections sénatoriales de 2004 avait tourné à la débandade l'année précédente quand le sénateur sortant, Peter Fitzgerald (républicain), avait annoncé son intention de ne pas se représenter. Sept démocrates et huit républicains décident de briguer l'investiture de leur parti respectif. Barack Obama triomphe facilement de ses adversaires démocrates, remportant une plus grande part des suffrages (53 %) que ses six opposants réunis.



© AP Images/Manuel Balce Ceneta

À l'époque, les républicains détiennent une infime majorité au Sénat, où ils occupent 51 sièges sur 100, et les démocrates voient dans l'élection pour le poste de sénateur de l'Illinois un élément crucial dans leurs efforts visant à reconquérir la majorité en novembre (en fait, ils n'y parviendront qu'en 2006). Le désir de donner un coup de pouce à la campagne de Barack Obama en lui faisant jouer un rôle de premier plan à la convention du parti, ses compétences oratoires bien connues et l'impression très favorable qu'il a déjà faite sur le candidat démocrate à la présidence, John Kerry, sont autant de facteurs qui se conjuguent pour expliquer que c'est à lui qu'on demande de prononcer le discours-phare à la convention d'investiture du parti.



Barack Obama fait campagne à Atlanta (Géorgie) en 2007.

© AP Images/Gregory Smith

Brillant et inspirant, le discours de Barack Obama sur la nécessité de transcender les divisions partisans et son plaidoyer pour une « politique de l'espoir » et non du cynisme n'ont pas pour seul effet de galvaniser l'assistance ; il catapulte le jeune sénateur de l'Illinois sur la scène nationale, l'étoile montante du parti démocrate. L'automne venu, il remportera aisément le siège convoité au Sénat en obtenant 70 % des suffrages. Si la déroute quasi totale des républicains cette année-là contribue assurément à sa victoire éclatante, celle-ci est néanmoins impressionnante en soi quand on considère qu'il obtient la majorité des voix dans 93 des 102 comtés de l'État, dont les deux tiers des suffrages exprimés par les électeurs blancs.

Il affirme rapidement sa réputation, celle d'être une nouvelle race de politicien, capable de surmonter les fractures raciales traditionnelles. Dans un portrait publié par la revue *The New Yorker*, William Finnegan, prenant note du talent qu'a le sénateur d'« adopter subtilement la façon de parler de son interlocuteur », constate que Barack Obama « maîtrise tout l'éventail des dialectes américains ». Barack Obama explique pourquoi il sait toucher les électeurs blancs. « Je les connais, dit-il. Ce sont mes grands-parents (...) Leurs manières, leurs sensibilités, leur sens du bien et du mal

– tout cela, je le connais comme ma poche. »

Au Sénat, ses prises de position lors des votes s'inscrivent dans le droit fil de celles de l'aile progressiste du parti démocrate. Son opposition à la guerre en Irak est devenue l'une de ses images de marque, depuis le jour, en 2002, avant même le début de la guerre, où il affirme que toute action militaire serait fondée « non sur une question de principe, mais sur des considérations de politique politicienne ». En outre, il s'emploie à renforcer les normes éthiques au Congrès, à améliorer la couverture médicale des anciens combattants et à accroître le recours aux carburants renouvelables.

LA COURSE À LA MAISON-BLANCHE

La longue campagne électorale des candidats démocrates, qui a commencé par des élections primaires ou des « caucus » organisés dans tous les 50 États du pays, a été historique à plusieurs égards. C'était la première fois qu'un Afro-Américain et une femme cherchaient à être le candidat du parti démocrate à la présidence.

Quand Barack Obama et sept autres prétendants à l'investiture du parti démocrate commencent à s'organiser en 2007, les sondages révèlent systématiquement que le

sénateur de l'Illinois est en deuxième place, derrière la favorite présumée, à savoir la sénatrice de l'État de New York, Hillary Clinton. Mais dès les premiers temps de la campagne pour les primaires, Barack Obama se montre particulièrement habile à mobiliser de fervents partisans, en particulier parmi les jeunes, et dans tout le pays il organise sa campagne électorale sur une base populaire et sollicite des dons via l'Internet.

Mieux connue du grand public, à la tête d'une machine électorale aux rouages bien graissés et bénéficiant de l'appui des cadres du parti démocrate au niveau des États, Hillary Clinton jouit d'avantages que le camp Obama doit surmonter, et il met en place une stratégie novatrice à cette fin : il cible les États qui choisissent leurs délégués par le biais de « caucus », de préférence aux primaires, et se concentre sur des petits États qui votent normalement républicain lors des élections générales. Cette démarche fait fond sur le système de la représentation proportionnelle du parti démocrate (le nombre des délégués qui seront envoyés au congrès national est proportionnel au pourcentage des suffrages obtenus par le candidat), alors que le parti républicain accorde la plupart ou la totalité des

délégués au vainqueur des élections dans chaque État.

Cette stratégie se révélera payante lors des premiers « caucus » tenus dans l'Iowa, le 3 janvier 2008 : contre toute attente, Barack Obama devance Hillary Clinton. Du coup, tout change ; comme l'explique le quotidien *The Washington Post*, « le fait de battre Hillary Clinton (...) a changé la donne en faisant de Barack Obama son principal rival – le seul candidat à avoir le message, le muscle organisationnel et les ressources financières nécessaires pour lui contester le haut du pavé ».

Sa stratégie fera de nouveau la preuve de son mérite le jour du « super mardi », le 5 février, quand vingt-deux États tiennent simultanément leurs élections primaires : le verdict des urnes est un match nul, mais Barack Obama l'emporte haut la main dans des États ruraux de l'Ouest et du Sud. Il remportera dix autres victoires consécutives en février, ce qui lui permet de conforter son avance sur Hillary Clinton du point de vue du nombre de délégués. Sa rivale ne pourra jamais le rattraper.

Malgré la galère des mois de mars et d'avril – ses défaites dans les grands États de l'Ohio, du Texas et de la Pennsylvanie, les propos inflammatoires tenus par un pasteur avec lequel il est lié de longue date, sa dure



© AP Images/Rick Bowmer

La famille Obama lors d'un rassemblement politique en Iowa, en janvier 2008.

observation selon laquelle les électeurs en milieu rural « s'accrochent » aux armes à feu et à la religion parce qu'ils sont amers -, Barack Obama prend inexorablement de l'avance sur la sénatrice du New York au point où il devient mathématiquement impossible à cette dernière de triompher de son rival. Finalement, le 3 juin, cinq mois jour pour jour après le début de l'épuisante course à la Maison-Blanche, les jeux sont faits. Fort de sa victoire dans le Montana et avec les « super-délégués » jusqu'alors neutres qui se rallient en nombre croissant à sa cause, Barack Obama détient la majorité des délégués dont il a besoin pour décrocher l'investiture de son parti pour la présidentielle.

« Parce que vous avez choisi d'écouter non pas vos doutes ni vos craintes, mais vos espoirs et vos aspirations les plus nobles, ce soir nous marquons la fin d'un parcours historique en commençant un nouveau », déclare Barack Obama ce soir-là lors d'un rassemblement politique à Saint Paul, dans le Minnesota

UNE PRÉSIDENTE OBAMA ?

S'il est élu, Barack Obama sera l'un des plus jeunes présidents des États-Unis – quatre seulement l'auraient devancé en âge. Né vers la fin de la génération du « baby boom » (1946-1964), il serait en outre le premier président à avoir atteint la majorité dans les années 1980, ce qui en soi pourrait porter le germe du changement. L'atmosphère dans laquelle il a grandi tranchait profondément sur la phase tumultueuse que traversait la société dans les années 1960 et qui avait façonné les vus des premiers « baby boomers ». Au sujet des élections présidentielles de 2000 et de 2004, que se disputaient des candidats appartenant à une plus ancienne cohorte de la génération de l'après-guerre, Barack Obama ne dira-t-il pas : « J'avais parfois l'impression de voir se dérouler devant moi, sur la scène nationale, le psychodrame de la génération du baby boom – un récit ancré dans les rancœurs d'antan et dans les intrigues revanchardes ourdies dans une poignée de campus universitaires. »

Le slogan qui est son cri de ralliement, « un changement auquel nous pouvons croire », reflète la détermination de Barack Obama à imprimer une nouvelle direction aux États-Unis. Le candidat démocrate prône un calendrier pour le retrait ordonné des troupes de combat en Irak, mais il maintiendrait le déploiement de certains contingents pour des missions d'entraînement et de lutte antiterroriste. En outre, il est partisan de l'accroissement de l'assistance militaire et au développement à l'Afghanistan, de la fermeture de la

prison de Guantanamo où sont détenus des terroristes et du renforcement des efforts de non-prolifération nucléaire. En politique intérieure, il veut investir 150 milliards de dollars sur dix ans dans le développement de technologies énergétiques propres, accroître les investissements dans l'éducation et l'infrastructure pour rendre l'économie des États-Unis plus compétitive dans le monde et restaurer la discipline budgétaire au sein du gouvernement.

Larissa MacFarquhar, du *New Yorker*, suggère une théorie pour expliquer l'attrait indubitable qu'exerce Barack Obama auprès des Américains de toutes tendances politiques. « Ses prises de position lors des votes comptent parmi les plus progressistes au Sénat, mais il a toujours plu aux républicains, peut-être parce qu'il discute des objectifs progressistes en termes conservateurs », dit-elle.

« Dans sa conception de l'histoire, dans son respect de la tradition, dans son scepticisme à l'idée que l'on puisse changer le monde, si ce n'est avec la plus grande douceur, Barack Obama est profondément conservateur », écrit-elle.

Qu'il gagne ou qu'il perde en novembre, Barack Obama aura fait œuvre de pionnier en politique. Sa candidature survient précisément au moment où un grand nombre d'Américains pensent que leur pays a besoin de changer fondamentalement de direction. Le journaliste E.J. Dionne, qui tient une chronique politique au *Washington Post*, pourrait bien résumer parfaitement la confluence due au heureux hasard de la candidature de Barack Obama et de l'air du temps aux États-Unis :

« Le changement, et non l'expérience, tel était le mot d'ordre. Les grands coups de brosse, et non la maîtrise des détails, telle était la vertu la plus prisée dans les discours électoraux. Une rupture franche avec le passé, et non un simple retour à des jours meilleurs, telle était la promesse la plus chérie. » ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vus ou la politique du gouvernement des États-Unis.

L'avenir selon Barack Obama

Extraits du discours prononcé le 23 avril 2007, devant le Chicago Council on Global Affairs.

J'estime que la tâche la plus importante qui incombe à tout président consiste à protéger le peuple américain. Je suis également convaincu que, pour s'acquitter efficacement de cette tâche au XXI^e siècle, il faudra une nouvelle conception du leadership américain et de notre sécurité nationale, conception qui s'inspirera des leçons du passé sans être la prisonnière d'idées périmées.

Dans le monde actuel, la sécurité du peuple américain est inextricablement liée à celle de tous les peuples. Lorsque le trafic des stupéfiants et la corruption menacent la démocratie en Amérique latine, c'est également un problème pour les États-Unis. Lorsque des villageois pauvres en Indonésie sont contraints de porter au marché des volailles atteintes de la grippe aviaire, on ne peut pas être considéré ce fait comme un problème lointain. Lorsque des écoles religieuses du Pakistan enseignent la haine à de jeunes élèves, nos enfants sont également menacés.

Qu'il s'agisse du terrorisme mondial ou d'une pandémie, de changements climatiques spectaculaires ou de la prolifération des armes de destruction massive, les dangers qui nous menacent à l'aube du XXI^e siècle ne peuvent plus être endigués par des frontières ou des lignes de démarcation.

* * * * *

Nombre d'Américains peuvent être tentés de se replier sur eux-mêmes et de renoncer à revendiquer le leadership dans les affaires mondiales.

J'affirme cependant qu'une telle renonciation à notre leadership est une erreur que nous ne devons pas commettre. Les États-Unis ne peuvent faire face à eux seuls aux menaces de notre siècle, mais le monde ne saurait y faire face sans les États-Unis. Nous ne devons ni nous retirer du monde ni tenter de le contraindre à la soumission par la menace. Nous devons jouer un rôle de premier plan en agissant et en donnant l'exemple.

Nous devons jouer un rôle de premier plan en nous dotant d'une force armée adaptée au XXI^e siècle pour assurer la sécurité de notre population et pour accroître celle de tous les peuples. Nous devons jouer un rôle de premier plan en organisant des efforts mondiaux afin de

mettre un terme à la prolifération des armes les plus dangereuses du monde. Nous devons jouer un rôle de premier plan en établissant et en renforçant les partenariats et les alliances nécessaires pour relever des défis communs et pour déjouer des dangers également communs.

En outre, les États-Unis doivent donner l'exemple en venant en aide à tous ceux qui mènent une existence désespérée dans les régions reculées du monde parce que, s'il y aura toujours des personnes qui succomberont à la haine et qui attacheront des charges explosives à leur corps, il y en a des millions d'autres qui désirent choisir une autre voie et qui veulent que notre flambeau d'espoir éclaire leur chemin.

* * * * *

Les États-Unis sont le pays qui a libéré un continent de l'emprise d'un fou, le pays qui a dit aux habitants courageux d'une ville divisée que nous étions, nous aussi, des Berlinoises. Nous avons envoyé des générations de jeunes comme ambassadeurs de la paix tout autour du monde. Et c'est notre pays qui a expédié d'urgence de l'aide aux victimes d'un tsunami dévastateur.

Le moment est maintenant venu de jouer un rôle de premier plan. Le moment est venu pour notre génération de raconter une autre belle histoire américaine, pour qu'un jour nous puissions dire à nos enfants que c'était le moment où nous avons contribué à instaurer la paix au Moyen-Orient, le moment où nous nous sommes attaqués aux changements climatiques et où nous avons mis en sécurité les armes susceptibles de détruire la race humaine. C'était le moment où nous avons apporté de nouvelles possibilités aux coins reculés du monde, où nous avons fait renaître l'Amérique, le moment qui a permis à des générations de voyageurs épuisés venus du monde entier de trouver de nouvelles possibilités, la liberté et l'espoir à notre porte. ■

Source : http://www.barackobama.com/2007/04/23/the_american_moment_remarks_to.php

Barack Obama par lui-même



Barack Obama prononce un discours lors d'un rassemblement politique organisé en février 2008, en Idaho.

Dans ces extraits de l'un de ses discours, Barack Obama parle de la période de sa vie au cours de laquelle il a commencé à remarquer le monde qui l'entourait et où il a désiré être une force en faveur du changement. Il a prononcé ce discours le 25 mai 2008 à l'université Wesleyan, de Middletown (Connecticut), lors de la cérémonie de remise de diplômes.

J'ai pris une part active au mouvement d'opposition au régime d'apartheid de l'Afrique du Sud. J'ai commencé à suivre les débats en cours dans ce pays sur la pauvreté et la santé publique. Si bien que lorsque j'ai obtenu mon diplôme universitaire, j'étais obsédé par l'idée folle qu'il me fallait travailler sur le terrain pour susciter le changement.

J'ai alors écrit à tous les organismes du pays auxquels je pouvais songer, et un jour un petit groupe d'églises des quartiers sud de Chicago m'a offert un poste d'animateur social dans un quartier qui avait été ruiné par la fermeture d'une aciérie. Ma mère et mes grands-parents voulaient que je fasse mon droit. Mes amis postulaient des emplois à Wall Street, alors que ce groupe m'offrait un salaire annuel de

12 000 dollars, plus 2 000 dollars pour l'acquisition d'une vieille auto déglinguée. Et j'ai accepté.

Je ne connaissais pas un chat à Chicago et je ne savais pas très bien en quoi consistait ce travail d'animateur. J'avais toujours été inspiré par les récits au sujet du mouvement des droits civiques et par l'appel du président John Kennedy en faveur du service de la collectivité, mais quand je me suis rendu dans les quartiers sud de la ville, il n'y avait pas de manifestations, pas de discours enflammé. Dans l'ombre d'une aciérie vide, il n'y avait que des gens qui se débattaient. Et nous n'avons guère progressé au début.

Je me souviens d'une des premières réunions que nous avons organisées pour discuter de la violence des gangs avec un groupe de responsables locaux. Nous avons attendu pendant des heures que des gens se présentent,

et finalement des personnes âgées sont entrées dans la salle. Elles se sont assises, et l'une d'elles a levé la main et demandé si c'était bien là qu'avait lieu le jeu de bingo.

Cela n'a pas été facile, mais nous avons fini par progresser, jour après jour, pâté de maisons par pâté de maisons. Nous avons fait se rencontrer les habitants du quartier, inscrit les gens sur les listes électorales et établi des programmes d'activités parascolaires. Nous avons aussi tenté d'obtenir la création d'emplois et aidé les gens à mener une existence plus digne.

Je me suis également rendu compte que je ne me bornais pas à aider d'autres personnes. J'ai découvert une communauté qui m'a accueilli en son sein ; une activité civique qui avait un sens, la direction que je recherchais. En aidant mon prochain, j'ai découvert comment mon histoire improbable s'inscrivait dans l'histoire plus vaste de l'Amérique. ■

Source : http://www.barackobama.com/2008/05/25/remarks_of_senator_barack_obam_70.php

Les pouvoirs du président

Michael Jay Friedman



© AP Images

Le président Franklin Roosevelt (au centre) en compagnie de Joseph Staline (à gauche) et de Winston Churchill (à droite) à Yalta, à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

La Constitution des États-Unis énonce les pouvoirs du président. Elle est toutefois suffisamment souple pour permettre à chaque président en exercice d'ajuster l'ampleur de son rayon d'action en fonction de sa propre conception du gouvernement et des besoins du moment.

Michael Jay Friedman est rédacteur du Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis. Il est titulaire d'un doctorat d'histoire de la politique et de la diplomatie des États-Unis.

Les hommes qui ont exercé les fonctions de président des États-Unis – et jusqu'à présent il s'est toujours agi d'hommes et non de femmes – ont exprimé des vues divergentes sur cet exercice. C'est ainsi que Grover Cleveland, président durant les années 1885-1889 et 1893-1897, a déclaré: « Les affaires de la vie quotidienne paraissent bien ennuyeuses et banales après ce long exercice du pouvoir. » Théodore Roosevelt

(1901-1909) avait tellement apprécié l'influence que lui conféraient ses fonctions qu'il abandonna sa retraite pour se présenter une nouvelle fois devant les électeurs. Toutefois, pour James Polk (1845-1849) la présidence « n'est pas une sinécure ». Enfin, Ulysses Grant (1869-1877) a tout simplement déclaré: « Je n'ai jamais voulu quitter un poste avec autant d'impatience que celui de président. »

Quels sont donc les pouvoirs du président, et comment ont-ils évolué au fil du temps? Des générations d'écoliers américains apprennent que le Congrès adopte les lois et que le président les fait appliquer. Il ne s'agit là qu'un des aspects de ces pouvoirs. Source des pouvoirs du président, la Constitution des États-Unis est un document concis, qui n'entre pas dans le détail (la Constitution envisagée pour l'Union Européenne est 35 fois plus volumineuse). Sous réserve toujours des mécanismes de contrôle et d'équilibre des pouvoirs mis

en œuvre par les pouvoirs législatif et judiciaire, elle donne au président suffisamment de latitude pour déterminer l'ampleur de ses compétences en fonction de sa conception du gouvernement et des besoins du moment.

L'article II de la Constitution commence comme suit : « Le pouvoir exécutif sera confié à un président des États-Unis d'Amérique. » Il prévoit la durée du mandat du président (quatre ans) et dresse la liste de ses pouvoirs. Le président :

- est le « commandant en chef » des forces armées ;
- a le pouvoir d'accorder « des sursis et des grâces en cas d'infraction pour offenses contre les États-Unis » ;
- peut conclure des traités « sur l'avis et avec le consentement du Sénat, sous réserve de l'approbation des deux tiers des sénateurs présents ». Il nomme les ambassadeurs et les juges à la Cour suprême, sous réserve de confirmation par la majorité du Sénat, et il désigne l'ensemble des autres « ministres publics (...) et fonctionnaires des États-Unis » ;
- recommandera de temps à autre au Sénat « telles mesures qu'il estimera nécessaires et expédientes » ;
- peut opposer son veto aux textes de loi adoptés par le Congrès, qui pourra passer outre par un vote à la majorité des deux tiers du Sénat et de la Chambre des représentants (article I, section 7).

L'article II est donc empreint de souplesse, alors que les autres dispositions de la Constitution ont en général pour effet de limiter les pouvoirs de l'ensemble des organes fédéraux, y compris ceux du président. Le



Le président Richard Nixon visite en 1972 la Grande Muraille de Chine, signalant ainsi le rétablissement des relations diplomatiques avec ce pays.

© AP Images

président Calvin Coolidge (1923-1929) s'est ainsi contenté d'exercer ses pouvoirs en donnant à l'occasion une orientation. Il avait d'ailleurs résumé sa conception du gouvernement en déclarant : « Nous avons suffisamment de lois. Je n'ai pas besoin d'en promulguer de nouvelles. »

Toutefois, même les présidents enclins à interpréter leurs pouvoirs de manière stricte ont découvert que les affaires de l'État ne pouvaient que les conduire à prendre des positions plus marquées. Le premier président, George Washington (1789-1797), a commencé par interpréter de manière littérale l'article selon lequel il devait rechercher l'avis du Sénat lors de la négociation des traités. Le 22 août 1789, il s'est donc présenté en personne au Sénat, sabre au flanc, afin de demander des instructions spécifiques pour négocier un traité avec les Indiens Creek. Après que les sénateurs eurent déposé une série de résolutions contradictoires, John Quincy Adams, lui-même futur président (1825-1829), confia à son journal que, en quittant le Sénat, Washington avait fait la remarque qu'il préférerait être damné que de s'y rendre à nouveau. Depuis lors, l'exécutif a toujours négocié les traités avant de les soumettre à l'examen du Sénat.

Au-delà d'une certaine fluctuation des pouvoirs du président dans les limites de la Constitution, les défis intérieurs et extérieurs se sont traduits par une tendance à l'élargissement des compétences de l'exécutif. À titre d'exemple, le président Franklin Roosevelt (1933-1945) obtiendra l'accord du Congrès pour la plupart de ses programmes du New Deal, pendant la dépression des années 1930. Ces programmes administrés par de nouveaux organismes relevant de l'exécutif ont remanié l'économie du pays en profondeur, tout en contribuant à renforcer les pouvoirs du président. De même, l'émergence des États-Unis en tant que superpuissance au XX^e siècle a renforcé les pouvoirs du président en tant que commandant en chef des forces armées.

Cette évolution n'a pas eu lieu sans contestation. En 1935, la Cour suprême a déclaré inconstitutionnelle la loi intitulée « National Recovery Act ». Le président Roosevelt s'est insurgé en vain contre l'annulation de ce texte de loi essentiel du New Deal. Les contours des compétences présidentielles en matière de déploiement des troupes américaines en l'absence de toute déclaration de guerre de la part du Congrès restent également un sujet de désaccord politique.

La complexité des textes de loi modernes a, elle aussi, contribué à renforcer les pouvoirs du président. Considérons par exemple la loi de 1974 sur l'eau potable.

Le Congrès souhaitait établir des normes minimales de qualité de l'eau potable distribuée par des réseaux publics. Il a toutefois délégué à l'Agence fédérale de protection de l'environnement (EPA) la responsabilité d'établir ces normes. L'EPA est un organisme public relevant du pouvoir exécutif. Il est normal que le Congrès autorise l'EPA et d'autres organismes équivalents à promulguer les règlements d'application des lois et à les faire respecter. Le Congrès peut d'ailleurs annuler tout règlement. Le foisonnement de ces textes est toutefois tel que le Congrès ne saurait les examiner tous. Il s'ensuit que l'État administratif moderne donne lieu à par un nouveau glissement des responsabilités en faveur de l'exécutif, et donc du président.

En conclusion, on peut dire que, en limitant les pouvoirs du président tout en lui accordant la souplesse et la robustesse nécessaires pour faire face aux défis modernes, la Constitution en a fait l'une des clés de voute durables de la démocratie vécue par le peuple américain. ■

Le rôle croissant du vice-président

John Murphy et Mary Stuckey



© AP Images/Bob Daugherty

Le président sortant Ronald Reagan (à droite) félicite le président George H.W. Bush lors de son investiture le 20 janvier 1989.

La vice-présidence des États-Unis a gagné en importance au fur et à mesure de l'augmentation des contraintes auxquelles le président est soumis. Il s'ensuit que les Américains ont appris à mieux connaître leurs vice-présidents et que les chances de ceux-ci de se voir investis comme candidat à la présidence, mais pas nécessairement d'être élus, se sont accrues au cours des années.

John Murphy est professeur de communication orale à l'université de Géorgie. Il s'intéresse tout particulièrement au discours politique contemporain.

*Mary Stuckey est professeur de communication et de sciences politiques à l'université d'État de la Géorgie. Elle vient de terminer un ouvrage qui sera publié sous le titre *Americans in Light and Shadow: Presidential Articulations of National Identity*. Parmi ses autres ouvrages figurent *Strategic Failures in the Modern Presidency* et *The President as Interpreter-in-Chief*.*

Vice-président des États-Unis de 1965 à 1969, Hubert Humphrey aimait raconter l'histoire d'une mère qui avait deux fils: «Le premier est devenu marin, le second vice-président des États-Unis. Elle n'a plus jamais entendu parler ni de l'un, ni de l'autre.»

Il est certain que les pressions institutionnelles, culturelles et structurelles vont continuer à favoriser l'implication croissante du vice-président dans la gestion des affaires de l'État. Durant la plus grande partie de l'histoire des États-Unis, la vice-présidence n'aura pas valu beaucoup plus qu'une poignée de haricots, pour reprendre l'image d'un vice-président désabusé. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, ni le public ne s'intéressaient vraiment aux activités des vice-

présidents. Ceux-ci considéraient d'ailleurs leurs fonctions comme un prélude agréable à la retraite. On notera toutefois une exception. Après avoir exercé les fonctions de vice-président du temps du président Buchanan, John Breckinridge se présentera sans succès à l'élection présidentielle de 1860. Il combattra ensuite les États-Unis durant la guerre de Sécession (1861-1865), en tant que général de division et ministre de la guerre du camp sudiste. Cet exemple peu flatteur n'a pas été imité.

Le dédain dont souffrait la vice-présidence a pris fin avec l'émergence de l'État gestionnaire et des États-Unis en tant que superpuissance. Face au développement accéléré de la puissance américaine et à la complexité croissante de la gestion de l'État, le président ne peut plus exercer seul le pouvoir. La notoriété et les pouvoirs du vice-président ont augmenté sous l'effet de mesures allant de l'attribution de missions particulières à celle d'un bureau à la Maison Blanche. Les années passant, le vice-président deviendra l'un des principaux porte-parole du gouvernement américain, qu'il s'agisse de la discussion entre Richard Nixon et Nikita Kroutchev dans une foire-exposition américaine à Moscou ou du débat animé par Al Gore sur l'Accord de libre-échange nord-



Le vice-président Al Gore et le président Bill Clinton en 1997.

© AP Images/Ruth Fremson

américain. Il serait aujourd'hui difficile au président de gouverner avec un vice-président potiche à ses côtés.

Bref, la charge de la présidence est désormais trop lourde. Le président Bill Clinton s'est fait aider par le vice-président Al Gore et également par son épouse, Hillary Clinton. L'appui trouvé par George W. Bush auprès de Richard Cheney, notamment au début de son mandat, aura été tel que l'éditorialiste Lexington de l'hebdomadaire *The Economist* fera la remarque que la vice-présidence s'est transformée en poste de premier ministre.

Cette évolution de la fonction contribue à placer le vice-président sous les feux de l'actualité, en en faisant un candidat logique à la présidence.

La nature même de la politique contemporaine, notamment en ce qui concerne l'élection présidentielle, fait que les futurs présidents vont devoir faire campagne pour leur vice-président dans la plupart des cas. Les partis ont désigné un vice-président ou un ancien vice-président comme candidat à l'élection présidentielle lors de neuf des onze élections qui ont eu lieu entre 1960 et 2000, c'est-à-dire depuis que la télévision s'impose comme arène politique privilégiée et que les partis politiques voient leur rôle décliner (même si ce point reste sujet à débat). À deux reprises, des vice-présidents (Lyndon Johnson en 1964 et Gerald Ford en 1976) n'auront été désignés

candidats qu'après avoir été propulsés aux fonctions présidentielles en raison du décès ou de la démission d'un président en exercice. Seuls deux vice-présidents ou anciens vice-présidents avaient reçu l'investiture de leur parti comme candidat à la présidence lors des onze élections présidentielles de la période équivalente précédente (de 1916 à 1956). Et dans les deux cas, ces vice-présidents avaient remplacé un président décédé en cours de mandat.

Les présidents leur ayant confié, par nécessité, des tâches importantes, les vice-présidents ne sont plus cantonnés à un rôle protocolaire. Ils ont aussi acquis la précieuse possibilité de se faire valoir auprès des spectateurs des grandes chaînes de télévision. Moyennant une coopération minimale de la présidence, ils peuvent faire prendre en charge le coût de leurs consultants politiques par les divers comités des instances nationales de leur parti, voyager à leur gré et aux frais de l'État durant les années qui précèdent l'élection présidentielle et utiliser les ressources de l'exécutif pour affiner leurs positions politiques. Alors que l'argent reste plus que jamais le nerf de la guerre électorale, ils sont également particulièrement bien placés pour lever les fonds énormes qui sont nécessaires pour financer leur campagne, et intimider ou couler purement et simplement leurs opposants. En 1988, George H.W. Bush, alors vice-président, avait dû faire face à une impressionnante cohorte d'adversaires pour son investiture comme candidat du parti républicain à l'élection présidentielle. En 2000 en revanche, la plupart des démocrates refusèrent de se présenter contre le vice-président Gore, en dépit des scandales qui avaient entaché la présidence de Bill Clinton, et du mécontentement de l'aile gauche du parti. Al Gore réussit à évincer ses concurrents sans avoir à faire d'effort particulier. Dans sa chronique politique, le journaliste Jules Witcover fit d'ailleurs le commentaire suivant : « La vice-présidence était considérée autrefois un peu comme une médaille du travail, que le parti remettait pour bons et loyaux services, en attendant que le récipiendaire prenne sa retraite. Cette vision des choses a bien changé. »

En bref, un président a désormais besoin de l'aide de son vice-président pour établir, cimenter et mettre en œuvre son programme politique. Sans cette aide, un président ne peut pas accomplir sa mission. Le président n'est pas autorisé à briguer un troisième mandat : il doit donc se tourner vers son vice-président pour préserver son programme politique. En effet, la fonction de vice-président confère aujourd'hui un tel avantage sur le plan électoral que les présidents ont rarement la possibilité de

désigner un autre héritier politique. Le paradoxe est que, dans la plupart des cas, le soutien politique qu'un président apporte à son vice-président finit par nuire à ce dernier. Les présidents continuent à parler des vice-présidents comme s'ils étaient leurs créatures. Or, c'est de moins en moins le cas. Progressivement, le vice-président est devenu le partenaire privilégié de la présidence et le candidat pour ainsi dire tout désigné pour représenter son parti lors de l'élection présidentielle suivante. Et pourtant, les vice-présidents sont presque toujours battus lors des l'élection présidentielle. Le soutien présidentiel est en effet une arme à double tranchant : les présidents ne souhaitent pas vraiment partir. Ils disent adieu du bout des lèvres, assurant ainsi le plus souvent la défaite de leurs programmes et de leurs héritiers politiques. ■

Article extrait de l'étude intitulée « Never Cared to Say Goodbye: Presidential Legacies and Vice Presidential Campaigns », © *Presidential Studies Quarterly*, mars 2002. Reproduit par autorisation spéciale.

Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Sarah Palin, candidate du parti républicain à la vice-présidence

David Pitts



© AP Images/Stephan Savoia

Sarah Palin, gouverneure de l'Alaska, fait campagne avec John McCain en Ohio.

À l'image de John McCain, Sarah Palin, gouverneure de l'Alaska, est considérée comme une réformatrice qui n'hésite pas à s'écarter parfois de la ligne du parti.

Ancien rédacteur du département d'État, David Pitts est actuellement journaliste indépendant.

« J'ai fait front aux intérêts particuliers, aux groupes de pression, aux grandes sociétés pétrolières et aux cliques », a déclaré Sarah Palin lors du discours durant lequel elle a accepté son investiture par la Convention nationale du parti républicain comme candidate à la vice-présidence des

États-Unis. Cette mère de cinq enfants est particulièrement fière des réformes dont elle s'est fait l'avocate, notamment en sa qualité de gouverneure de l'Alaska.

Sarah Palin est une femme de l'Ouest américain. Elle est née en 1964 en Idaho. Sa famille, aux moyens modestes, se transplante dans le très jeune État de l'Alaska, créé en 1959, alors qu'elle n'est encore qu'une enfant. Ses parents, aujourd'hui à la retraite, étaient enseignants. Sarah Palin est titulaire d'un diplôme de journaliste de l'université de l'Idaho, avec option sciences politiques. Son mari, qu'elle a épousé il y a vingt ans,



En 2007, Sarah Palin et la gouverneure du Michigan, Jennifer Granholm, participent à la construction d'une maison au Michigan, dans le cadre des activités de l'association caritative Habitat for Humanity.

travaille dans le secteur pétrolier et comme pêcheur industriel. Avant de se lancer dans la politique, elle se sera fait connaître en tant que reporter sportif à la télévision. Ancienne reine de beauté, joueuse de basketball et entraîneuse sportive, elle consacre ses loisirs à la chasse et à la pêche, comme de nombreux habitants de l'Alaska.

Selon la presse, le candidat républicain à la présidence des États-Unis, John McCain, a décidé de faire de Sarah Palin sa colistière en raison de son expérience professionnelle à la fois au sein d'organes législatifs et exécutifs. En effet, elle a été élue à deux reprises au conseil municipal de Wasilla (8 500 habitants), non loin d'Anchorage. Elle a également exercé deux mandats en tant que maire de cette ville. À l'automne 2006, elle a brigué le poste de gouverneur de l'Alaska, après avoir remporté les élections primaires du parti républicain en s'opposant au gouverneur alors en exercice, Frank Murkowski. Lors de l'élection générale, son programme de réformes lui permettra de l'emporter face à un ancien

gouverneur qui avait été élu à deux reprises.

La carrière politique de Sarah Palin se caractérise par ses idées conservatrices, notamment dans le domaine social. Elle est membre de longue date de la National Rifle Association, groupe de pression qui défend les droits des détenteurs d'armes à feu. Elle est également opposée à l'avortement et est membre d'une association féministe militant dans ce sens (Feminists for Life). Enfin, elle est contre le mariage d'homosexuels. Ses prises de position ne sont toutefois pas marquées par une idéologie inébranlable. C'est ainsi qu'elle exercera pour la première fois son droit de veto en tant que gouverneure de l'Alaska en s'opposant à une loi qui aurait interdit aux fonctionnaires homosexuels de l'État de recevoir certains avantages sociaux accordés aux partenaires cohabitant. Elle est appréciée par les habitants de l'Alaska, où elle est toujours bien notée, même par la population masculine et bourru qui s'est installée dans les régions les plus sauvages de l'État. L'hebdomadaire *Alaska* la décrit comme « une politicienne travailleuse et favorable au développement du secteur privé, dont la personnalité affable (le fameux « sourire Palin ») convient aux conducteurs de véhicules tout-terrain typiques de la région ».

UN CARACTÈRE INDÉPENDANT

Parmi les temps forts de ses fonctions de gouverneur, on notera l'adoption d'une loi de référence en matière d'éthique et son opposition à la corruption, y compris au sein de son propre parti politique. Elle s'est également opposée à la politique de « l'assiette au beurre », qui consiste à faire financer les projets locaux de tels ou tels administrés au moyen des fonds de l'État fédéral, y compris en ce qui concerne certains projets proposés par des républicains. Elle rappelle également qu'elle a su tenir tête aux grandes sociétés pétrolières. C'est ainsi qu'elle a fait voter une augmentation de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pétrolières pour en redistribuer une partie à la population de l'Alaska. Elle s'est également faite la championne d'une loi exigeant que tout politicien quittant son poste soit tenu d'attendre un an avant de pouvoir travailler en Alaska pour les sociétés toutes puissantes du secteur de l'énergie.

Sarah Palin est toutefois très favorable à l'ouverture aux entreprises du secteur de l'énergie des vastes réserves foncières fédérales en Alaska. Comme John McCain, elle est en faveur des forages pétroliers dans les eaux côtières américaines. Allant au-delà des positions prises par son colistier, elle soutient même l'idée d'effectuer des forages

dans le refuge national de l'Arctique. En juin 2007, elle a promulgué une loi dont l'objectif est de faciliter la construction d'un gazoduc qui permettrait de distribuer le gaz naturel de la région arctique de l'État (North Slope) aux consommateurs d'Amérique du Nord.

Malgré sa réputation de champion des règles de bonne gouvernance et d'ennemi des intérêts particuliers, Sarah Palin fait actuellement l'objet d'une enquête menée par une commission du corps législatif de l'État de l'Alaska. En effet, elle a limogé en début d'année un responsable de la sécurité publique, qui a fait depuis valoir qu'il avait perdu son poste en raison de sa réticence à licencier un agent en conflit avec la sœur de la gouverneure, dans le cadre d'une procédure de divorce et de garde des enfants. L'enquête était toujours en cours au début du mois de septembre. Sarah Palin considère que cette accusation est dénuée de tout fondement.

Lors d'un rassemblement politique à Dayton (Ohio), John McCain a présenté sa colistière comme un esprit libre qui, comme lui, avait su « tendre la main à l'opposition » et établir des relations de travail avec les démocrates pour obtenir des résultats. Le candidat républicain à la présidence l'a félicitée pour « sa profonde compassion » et pour sa lutte contre la corruption. Sarah Palin s'est décrite elle-même comme « une mère accompagnant ses enfants au hockey » et comme une élue dont l'objectif était de « remettre en cause le statu quo et servir le bien commun ». Au cours de son discours, elle a félicité John McCain pour son approche de dossiers tels que l'Iran, l'Irak et la crise récente en Géorgie.

La presse américaine dans sa grande majorité estime que John McCain a choisi une femme pour la candidature au poste de vice-président afin d'attirer les partisans de Hillary Clinton. Ceux-ci ont en effet été déçus que leur candidate ne soit pas choisie par l'équipe démocrate. Sarah Palin a d'ailleurs fait explicitement référence à la campagne infructueuse de Hillary Clinton, en indiquant qu'un vote pour McCain-Palin permettrait « de briser le plafond de verre fissuré par Hillary Clinton ». Le « plafond de verre » est un obstacle invisible qui empêche les femmes et les personnes appartenant aux groupes minoritaires d'accéder aux plus hautes responsabilités. Hillary Clinton avait espéré le briser en remportant la bataille ultime, celle pour la présidence des États-Unis.

Les collaborateurs de John McCain considèrent que Sarah Palin permet à l'équipe républicaine de renforcer ses positions dans les régions montagneuses de l'Ouest. Ils ont dit également que la jeunesse relative de Sarah Palin (elle est âgée de quarante-quatre ans, soit trois ans de moins que Barack Obama) avait été un facteur important pour John McCain, qui l'avait présentée au public alors qu'il fêtait son soixante-douzième anniversaire, le 29 août.

« Je crois que ce qui a vraiment compté pour moi, c'est que c'est une réformatrice », a indiqué John McCain dans l'interview qu'il a accordée à l'hebdomadaire *People* peu après l'avoir choisie. Il a de nouveau souligné ce point sur la chaîne de télévision Fox News deux jours après l'investiture de Sarah Palin comme candidate du parti républicain au poste de vice-président. Alors qu'on lui demandait si elle avait suffisamment d'expérience en matière de sécurité nationale, John McCain a répondu que sa colistière avait « un bon jugement » et qu'elle apportait à l'équipe « un esprit de réforme et de changement ». Le choix fait par John McCain garantit que les États-Unis auront bientôt soit leur premier président afro-américain, soit leur première femme vice-présidente, et ce quel que soit le résultat de l'élection de novembre. Géraldine Ferraro aura été la première Américaine à représenter un grand parti dans la course à la vice-présidence, lorsque le démocrate Walter Mondale l'a choisie comme colistière en 1984. Toutefois, l'équipe Mondale-Ferraro a été battue cette année-là par le président alors en exercice, Ronald Reagan, et par son vice-président, George Herbert Walker Bush, père du président actuel. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Joe Biden, candidat du parti démocrate à la vice-présidence

David Pitts



Le candidat démocrate à la vice-présidence Joe Biden répond à des questions lors d'un rassemblement politique en Floride.

Un sénateur apporte à la campagne électorale de Barack Obama sa grande expérience de la politique étrangère et ses valeurs enracinées dans la classe moyenne.

Ancien rédacteur du département d'État, David Pitts est actuellement journaliste indépendant.

«**L**orsque je réfléchis à ma carrière d'homme politique, je suis particulièrement fier du travail que j'ai accompli pour mettre fin au génocide dans les Balkans et pour faire adopter la loi contre la violence à l'égard des femmes.» Cette citation est extraite de l'autobiographie publiée en 2007 sous le titre *Promises to Keep: On Life and Politics* par le sénateur Joseph (Joe) Biden, aujourd'hui candidat du parti démocrate à la vice-présidence des États-Unis.

Les origines de Joe Biden permettent de mieux comprendre cette citation. Il est né en 1942 à Scranton (Pennsylvanie), dans une famille modeste d'origine irlandaise. Son père vend des voitures, tandis que sa mère reste à la maison pour élever les enfants. La famille s'installera dans l'État voisin du Delaware lorsqu'il a dix ans. Il sera le premier des membres de sa famille à obtenir un diplôme universitaire, qu'il complètera par des études de droit à l'université de Syracuse, dans l'État de New York.

Le tournant de sa carrière politique intervient en 1972, lorsqu'il est élu au Sénat des États-Unis à l'âge de vingt-neuf ans. Cet événement sera endeuillé par le décès de sa femme et de sa fille, tuées dans un accident de voiture quelques semaines avant qu'il ne prête serment au



© AP Images/M. Spencer Green

Barack Obama et Joe Biden saluent la foule en Illinois, en août 2008.

Sénat. Ses deux jeunes fils, bien que gravement blessés, survivront à ce terrible accident. (Il se remariera en 1977 et aura une fille de ce second mariage). Une nouvelle catastrophe se produit en 1988 : les médecins découvrent qu'il souffre de deux anévrismes cérébraux dont les conséquences pourraient être fatales. Absent du Sénat pendant près de sept mois, Joe Biden restera cloué au lit pendant quasiment toute cette longue et douloureuse période de convalescence.

Durant sa carrière au Sénat des États-Unis, Joe Biden figure parmi les membres progressistes de son parti. Bien qu'il soit apprécié par les républicains et qu'il travaille avec l'opposition, il soutient en général les positions de son propre parti. Le quotidien *The Washington Post* indique notamment qu'il a voté avec les démocrates dans 96,6 % des scrutins au cours de la législature en cours. Selon Michael Gordon, du quotidien *The New York Times*, Joe Biden est « généralement considéré comme un internationaliste de tendance progressiste. Il a mis l'accent sur la nécessité de la diplomatie, tout en étant prêt à la soutenir parfois par la menace de la force. »

Au cours de ses premières années au Sénat, Joe Biden se consacre aux affaires intérieures, et en particulier aux dossiers intéressant les libertés publiques, l'ordre public et les droits civiques. Il devient membre de la commission

sénatoriale des affaires juridiques en 1975, et en assure la présidence de 1987 à 1995. Sa contribution législative la plus remarquée durant cette période sera la loi contre la violence à l'égard des femmes, dont il est l'auteur en 1994. Cette loi attribue des milliards de dollars à la lutte contre la criminalité liée au sexe de la victime. Joe Biden ne s'est toutefois pas toujours coulé dans le moule progressiste traditionnel. C'est ainsi qu'il se fait l'avocat de lourdes peines dans les affaires de stupéfiants. Tout en mettant en avant son attachement à la promotion des droits civiques, il s'est également opposé aux projets qui visaient à assurer l'intégration raciale en transportant les élèves en bus d'un quartier à un autre.

SA CONCEPTION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Joe Biden va également se distinguer au Sénat dans le domaine des affaires étrangères. Il devient membre de la commission très influente des affaires étrangères en 1975 et en assure la présidence de 2001 à 2003, puis de 2007 jusqu'à aujourd'hui. Affecté à cette commission après son élection au Sénat en 2004, Barack Obama apprend à bien connaître Joe Biden, avec lequel il travaille fréquemment, et il est actuellement membre de la sous-commission des affaires européennes, dont Joe Biden assurait autrefois la

présidence. Les deux hommes ont toutefois adopté des vues différentes sur un dossier clé. Joe Biden a voté en faveur de la résolution du Sénat autorisant l'invasion américaine en Irak, alors que Barack Obama s'y est opposé (il ne faisait cependant pas partie du Sénat des États-Unis à l'époque).

Avant de voter en faveur de la résolution finale, Joe Biden se rapprochera du sénateur républicain de l'Indiana, Richard Lugar, pour proposer une résolution n'autorisant une action militaire qu'après avoir eu recours à tous les moyens diplomatiques. Il finira par voter la résolution autorisant la guerre, sa propre résolution ayant été rejetée. Il votera ensuite contre un amendement qui aurait obligé le gouvernement Bush à demander une nouvelle autorisation avant d'envahir l'Irak. En 2005, il qualifiera son vote « d'erreur ». Lors d'un rassemblement politique réunissant Barack Obama et Joe Biden à Springfield, en Illinois, après que le premier eut choisi le second comme colistier, le candidat démocrate à la présidence qualifiera son colistier « de grand spécialiste de la politique étrangère dont le cœur et les valeurs sont fermement enracinés dans la classe moyenne. » Barack Obama l'a également qualifié de « juge impitoyable de la politique étrangère de George Bush et de John McCain ainsi que de voix appelant à une nouvelle direction dans la lutte contre le terrorisme et vers une fin ordonnée de la guerre en Irak ».

Joe Biden voyage très fréquemment à l'étranger depuis qu'il est membre de la commission sénatoriale des affaires étrangères. Il appelle par leur prénom de nombreux dirigeants étrangers, mais également leurs adjoints et principaux collaborateurs, ainsi que des dirigeants de l'opposition. Il a traité d'importants dossiers en matière de contrôle de l'armement, de prolifération nucléaire, d'élargissement de l'OTAN, de rivalité entre les superpuissances, et de relations entre les États-Unis et le tiers-monde. Il s'est également fait l'avocat de l'Initiative mondiale contre le sida et a été parmi les premiers à soutenir les efforts internationaux visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre (il a rédigé la première loi sur les changements climatiques il y a vingt ans). Il a également soutenu la plupart des accords de libre-échange. Il aura manifesté un intérêt particulier pour l'Afrique durant toute sa longue carrière de sénateur. Il s'opposera très tôt au régime de l'apartheid en Afrique du Sud et préconise un renforcement de l'action au Darfour, afin d'y mettre fin aux effusions de sang.

Pour la plupart des observateurs, la plus grande réussite de Joe Biden en politique étrangère reste son action visant à mettre un terme aux hostilités dans les Balkans dans les années 1990. Ils s'accordent à dire qu'il aura joué un rôle essentiel en incitant le gouvernement Clinton à agir contre le président serbe Slobodan Milosevic. Lors de leur rassemblement politique à Springfield, Barack Obama dira que Joe Biden « a contribué à formuler la politique qui a permis d'arrêter la tuerie dans les Balkans ». Joe Biden a notamment encouragé une intervention pour mettre fin à l'épuration ethnique des musulmans de Bosnie. Il apportera ensuite son soutien à la campagne de bombardement lancée par l'OTAN pour forcer la Serbie à quitter le Kosovo.

À deux reprises, Joe Biden présentera sa candidature à la présidence : en 1988 et cette année. Il a échoué dans ces deux tentatives. Les responsables de la campagne électorale de Barack Obama ont indiqué que le choix de Joe Biden comme colistier s'expliquait par de nombreuses raisons, notamment l'expérience et les résultats obtenus par le sénateur du Delaware dans le domaine de la politique étrangère. S'il est élu, il sera le premier catholique à accéder à la vice-présidence, et le premier vice-président à être issu du Delaware. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Le rôle de l'épouse du président

Carl Sferrazza Anthony



Photo de la Bibliothèque du Congrès

On appelait l'épouse du premier président des États-Unis, Martha Washington, «Lady Washington».

Depuis que Martha Washington a tracé la voie au XVIII^e siècle, les «premières dames» des États-Unis occupent des fonctions très publiques, mais encore mal définies, dans la sphère politique américaine. L'auteur explique comment certaines d'entre elles ont joué ce rôle particulier, en fonction de leurs centres d'intérêt et de leur époque.

Carl Sferrazza Anthony est l'auteur d'un ouvrage en deux volumes intitulé First Ladies: The Saga of the Presidents' Wives and Their Power. Il y examine le rôle de chacune des «premières dames», de 1789 à 1990. Il a également publié d'autres ouvrages consacrés à la famille des présidents des États-Unis.

Le rôle de l'épouse du président des États-Unis a évolué dans le temps pour passer de celui de maîtresse de maison de la Maison Blanche à des fonctions plus conséquentes. Quelles que soient les divergences de vue sur le rôle de la femme dans la société américaine, la «première dame» des États-Unis a toujours représenté jusqu'à présent un modèle pour ses concitoyennes. Non rémunérée et ne s'accompagnant d'aucune responsabilité officielle, sa fonction est l'une des plus remarquées de la sphère politique, car elle ne connaît quasiment aucune limite. La «première dame» a l'oreille du président et peut exercer une influence sur les décisions politiques et législatives.

Dès la fondation de la présidence en 1789, l'épouse du président jouera un rôle sur la scène américaine. Martha Washington (1789-1797), épouse du premier président, était traitée comme une «lady» de la cour d'Angleterre par les élites de New York et de Philadelphie, où les États-Unis avaient installé leur capitale dans un premier temps. Et pourtant, le pays venait juste de s'affranchir du joug de la Grande Bretagne! On appelait Martha Washington «Lady Washington», surnom qu'elle avait reçu durant la guerre d'Indépendance.

Elle fut remplacée par Abigail Adams (1797-1801), qui s'était illustrée durant la guerre d'Indépendance en faisant connaître ses opinions politiques dans des lettres adressées à son mari et à d'autres législateurs. Durant la présidence de son mari, elle fit l'objet de critiques pour la manière dont elle exprimait très ostensiblement ses opinions partisans, ce qui lui valut le surnom de «Madame le Président».

C'est la dynamique Dolley Madison (1809-1817) qui fusionnera les aspects politique et protocolaire de la fonction en établissant durablement un nouveau modèle. C'est ainsi qu'elle risquera sa vie durant la guerre de 1812 en cherchant à sauver les trésors symboliques de la jeune République américaine, lors de l'incendie de la Maison Blanche. Son héroïsme en fit une légende et contribua à lui conférer auprès du public l'image de la «présidente»



© AP Images

Eleanor Roosevelt rend visite à des soldats blessés dans des îles du Pacifique Sud pendant la Seconde Guerre mondiale.

idéale. Femme dont l'élégance attirait les éloges de la presse, Dolley Madison était également très proche de ses concitoyens. Elle prit la tête d'une campagne en faveur des orphelins et lutta pour l'accès des femmes aux lieux publics, qu'il s'agisse des bars à huîtres aux audiences de la Cour suprême. Elle établit ainsi l'aune à laquelle celles qui allaient lui succéder seront mesurées, jusqu'à Eleanor Roosevelt (1933-1945).

Au milieu du XIX^e siècle, le caractère institutionnel de la fonction avait pris une telle importance que le public n'aurait pu concevoir la Maison Blanche sans une « première dame ». C'est ainsi qu'Harriet Lane (1857-1861) allait jouer ce rôle durant le mandat de son oncle James Buchanan, seul célibataire jamais élu à présidence. C'est à cette occasion que fut créé le titre de « première dame », utilisé désormais pour désigner non seulement l'épouse du président, mais aussi les autres femmes amenées à diriger la Maison Blanche en raison du célibat ou du veuvage du président. On trouve le titre de « première dame » pour la première fois en 1860, dans l'hebdomadaire *Leslie's Illustrated Newspaper*.

UNE SÉRIE DE PREMIÈRES

Les succès et les activités des « premières dames » qui exerceront leurs fonctions entre le départ de Dolley Madison et l'arrivée d'Eleanor Roosevelt n'ont pas

vraiment retenu l'attention du public, sans pour autant être dénués d'intérêt. Julia Tyler (1844-1845) sera la première à se faire photographe et à permettre la distribution publique de son image sous forme de gravure. Mary Lincoln (1861-1865) sera la première à être impliquée dans des scandales et à faire l'objet des éditoriaux de la presse. Lucy Hayes (1877-1881) sera la première dont l'image aura été exploitée à des fins commerciales. Frances Cleveland (1866-1889) sera la première à diffuser un communiqué de presse, dans lequel elle démentira une rumeur concernant sa vie privée. Hellen Taft (1909-

1913) sera la première à participer au défilé inaugural de son mari, à soutenir la lutte pour le droit de vote des femmes et à obtenir la reconnaissance du public pour avoir contribué à l'adoption de lois fédérales. Edith Wilson (1915-1921) assurera la gestion de la présidence durant la convalescence de son mari, victime d'une attaque cérébrale, ce qui lui vaudra d'être considérée par beaucoup comme la première « première dame présidente ». Florence Harding (1921-1923) sera la première à voter, à prononcer des discours et à déclarer en public qu'elle estimait avoir le devoir d'intervenir dans les affaires du gouvernement pour aider les anciens combattants, les femmes au travail et les sociétés protectrices des animaux.

Le mari d'Eleanor Roosevelt, Franklin Roosevelt, était atteint de la poliomyélite, maladie qui l'empêchait de marcher et de se déplacer librement dans le pays pour examiner l'état des affaires publiques. Mme Roosevelt assumera ce rôle essentiel et deviendra, selon sa propre expression, « les yeux et les oreilles du président ». Outre ses responsabilités de « première dame », Eleanor Roosevelt rédigeait chaque mois un article pour un mensuel et l'éditorial d'un quotidien. Elle donnait des conférences et animait une émission de radio hebdomadaire. Elle rédigea également de nombreux livres. Ce fut enfin une personnalité influente sur la scène mondiale.



© AP Images

Jacqueline Kennedy visite le Taj Mahal à Agra (Inde), en 1962.

Les deux « premières dames » qui lui succéderont, Bess Truman (1945-1953) et Mamie Eisenhower (1953-1961), consacreront leurs efforts à des fonctions

protocoles plus traditionnelles à la Maison Blanche et à des œuvres de bienfaisance. Jacqueline Kennedy (1961-1963) y ajoutera un rôle d'historien et de décorateur, en supervisant la restauration et la préservation de la Maison Blanche et d'autres lieux publics. Elle s'est également fait la championne des arts et de la culture américains. Le monde entier était fasciné par Jacqueline Kennedy, qui parlait de nombreuses langues étrangères et qui avait voyagé en Amérique du Sud, en Asie et en Europe. Sa carrière aura également bénéficié du développement de la télévision et du mouvement pour l'égalité entre les sexes. Le public de l'époque souhaitait vivement que les « premières dames » se consacrent aux problèmes contemporains, en fonction de leurs forces, de leurs ambitions, de leurs connaissances et de leurs centres d'intérêt.

VERS UN RÔLE PLUS POLITIQUE

Lady Bird Johnson (1963-1969) jouera un rôle de pionnier dans le domaine émergent de la protection de l'environnement et de la rénovation des centres urbains. Elle contribuera à l'adoption de textes législatifs visant à redonner une apparence naturelle aux routes nationales et à faire disparaître les verrues architecturales qui les défiguraient.



© AP Images/Mario Cabreira

Barbara Bush lit un livre devant un groupe de jeunes enfants à New York, en 1990.

Betty Ford (1974-1977) provoquera la controverse en discutant avec franchise des affaires politiques concernant les femmes, notamment en approuvant la décision de la Cour suprême reconnaissant le droit à l'avortement et en incitant les États fédérés à ratifier l'amendement de la Constitution sur l'égalité des droits de la femme. Elle lèvera le tabou sur un problème de santé touchant des millions de femmes en révélant qu'elle souffrait d'un cancer du sein.

Rosalynn Carter (1977-1981) apportera son témoignage au Congrès afin de venir en aide aux personnes souffrant de troubles mentaux chroniques. Elle organisera une action mondiale d'aide aux réfugiés cambodgiens et tiendra des réunions de fond avec des dirigeants politiques et militaires d'Amérique latine, en qualité d'envoyée du président.

Nancy Reagan (1981-1989) organisera une campagne pour dissuader les écoliers de faire usage de la drogue. Elle participera à la gestion des nominations effectuées par son mari, afin de vérifier que ses collaborateurs restent fidèles à sa politique. Enfin, elle encouragera l'amitié entre le président Reagan et le président Mikhaïl Gorbatchev, qui débouchera sur un traité de réduction des armements.

Barbara Bush (1989-1993) prendra la tête d'une initiative de lutte contre l'analphabétisme des adultes, qu'elle considérait comme la cause première de nombreux problèmes sociaux.

En 2001, Hillary Clinton (1993-2001) deviendra la première et unique ancienne « première dame » à être élue au Sénat des États-Unis. Alors que son mari était président, elle avait pris la tête d'un effort de réforme visant à permettre à tous les Américains de bénéficier d'une assurance maladie. Dans un registre plus traditionnel, elle créera à Washington un jardin de sculptures et présentera des œuvres d'artistes américains contemporains dans les salons de la Maison-Blanche. En 2008, Hillary Clinton fera campagne pour être investie comme candidate du parti démocrate à la présidence des États-Unis, mais elle échouera de très peu.

Laura Bush (2001 à l'heure actuelle) a tout d'abord cherché à encourager les enfants à lire. Elle a ensuite mis son influence au service de nombreuses causes, parmi lesquelles la lutte contre les maladies cardiaques chez la femme, le soutien aux adolescents vulnérables à la recherche d'objectifs positifs, l'augmentation de l'aide fédérale aux bibliothèques publiques et la formation des enseignants. Elle a voyagé seule en Asie, au Moyen Orient et en Afrique, où elle a encouragé l'accès des femmes aux soins médicaux et à l'enseignement. Elle a également apporté son soutien public aux moines bouddhistes persécutés en Birmanie.

Les journalistes s'intéressent aux déplacements des « premières dames », aux causes qu'elles défendent et à leurs activités. Plus que jamais, leur proximité du président en fait des célébrités politiques. Cependant, depuis l'origine des États-Unis, ces femmes ont été capables d'utiliser leur pouvoir pour influencer le style de la présidence et pour défendre les causes politiques et sociales qui leur tiennent à cœur. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

La famille McCain

Kelly Bronk



John McCain, son épouse Cindy et ses sept enfants sur la page de couverture de l'hebdomadaire People.

John McCain et son épouse Cindy ont suivi des voies différentes pour servir leur pays : lui dans les forces armées et dans la vie politique et elle dans des associations caritatives et dans une entreprise commerciale. La famille McCain comprend sept enfants et quatre petits-enfants.

Kelly Bronk est étudiante en journalisme à l'université de l'université Northwestern, de Chicago.

Dans la tradition américaine des familles recomposées, celle de John McCain est un exemple typique, dans tous les sens du terme. Elle comprend sept enfants issus de deux mariages et dont l'âge va de quarante-huit ans à seize ans, ainsi que quatre petits-enfants.

Les trois aînés sont issus de son mariage avec Carol Shepp qu'il avait épousée en 1965. John McCain avait adopté les deux jeunes fils que cette dernière avait eus d'un premier mariage, Doug et Andrew, et le couple avait eu une fille, Sidney.

Suivant l'exemple de son père, Doug (quarante-huit ans) a été pilote dans la marine militaire. Il est actuellement pilote dans la société American Airlines et vit en Virginie avec son épouse et leurs deux enfants.

Andrew, l'autre fils adoptif de McCain, est vice-président et chef des services financiers de l'entreprise Hensley & Company de distribution de bière qui appartient à la famille de Cindy, la seconde épouse de John McCain. Il vit dans l'Arizona avec son épouse et leurs deux enfants.

La fille aînée de John McCain, Sidney, habite à Toronto (Canada) et travaille dans l'industrie du disque en tant que directrice générale de la société V2 Records, Canada.

L'enfance des trois aînés de John McCain a été marquée par l'absence

prolongée de leur père, qui a passé cinq ans et demi comme prisonnier de guerre des Nord-Vietnamiens. « Mon père ne me manquait pas vraiment », a déclaré Sidney lors d'une interview accordée au quotidien *The New York Times*, « car je ne savais pas ce qu'était un père. » Elle avait neuf mois quand son père a été fait prisonnier.

John McCain a regagné les États-Unis en 1973, à la fin de la guerre du Vietnam. « J'avais eu beaucoup de temps pour réfléchir là-bas, et j'en étais venu à la conclusion que l'une des choses les plus importantes dans l'existence d'un homme, en plus de sa famille, était



© AP Images/Mary Altaffer

Trois générations de la famille de John McCain: son épouse Cindy, sa mère Roberta et sa fille Meghan.

d'apporter une contribution à son pays», a-t-il écrit dans un article paru dans l'hebdomadaire *U.S. News & World Report* relatant sa vie en temps de guerre.

Après son retour, son mariage avec sa première femme ne fut plus le même, et le couple divorça. Ils sont cependant restés en bons termes et elle le soutient dans sa carrière politique.

John McCain a rencontré sa seconde femme, Cindy Hensley, en 1979. Après avoir fait des études à l'université de Californie du Sud, où elle avait obtenu une licence en pédagogie et une maîtrise en enseignement spécialisé, Cindy Hensley a donné des cours à des enfants handicapés. Elle a fait la connaissance de John McCain pendant des vacances à Hawaï et l'a épousé peu de temps après, en 1980. Ils ont quatre enfants, y compris une fille adoptive.

Cindy McCain, qui est âgée de cinquante-quatre ans, a consacré la majeure partie de sa vie d'adulte à des activités caritatives, en particulier en tant que championne des soins médicaux pour les enfants. En

1988, elle a fondé l'American Voluntary Team, association à but non lucratif qui coordonne les voyages de personnel médical à des fins humanitaires. Elle consacre également beaucoup de temps aux activités d'organisations non gouvernementales internationales telles que HALO, Operation Smile et CARE.

En plus de ses activités caritatives, Cindy McCain est une femme d'affaires de bon sens. Elle préside le conseil d'administration de Hensley & Company, l'entreprise familiale et l'un des principaux distributeurs de bière des États-Unis. Elle a hérité de la direction de cette compagnie après la mort de son père en 2000. Hensley & Company, qui a prospéré sous sa direction, est actuellement évaluée à plus de 250 millions de dollars.

La fille aînée de Cindy et John McCain, Meghan (vingt-trois ans) est récemment sortie diplômée de l'université Columbia. Pendant ses études universitaires, elle s'était intéressée au journalisme et est actuellement l'auteur d'un blog (www.mccainbloette.com) consacré à sa participation à la campagne électorale de son père.

Jack (vingt-deux ans) est en quatrième année à l'École navale d'Annapolis (Maryland). Il espère devenir pilote dans la marine militaire, à l'exemple de son père. Fidèle à la longue tradition militaire de la famille McCain, Jim (vingt ans) est soldat de première classe dans le corps des marines américains et est récemment rentré d'une affectation en Irak.

Les McCain ont adopté leur plus jeune fille, Bridget, actuellement une lycéenne de seize ans, dans un orphelinat de Mère Teresa au Bangladesh, alors qu'elle avait tout juste dix semaines. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

La famille Obama

Kelly Bronk



© AP Images/M. Spencer Green

Barack Obama en compagnie de son épouse Michelle et de ses deux filles en 2004.

Barack Obama et son épouse Michelle ont consacré la majeure partie de leur vie d'adulte au service de la collectivité. Ils ont deux fillettes.

Kelly Bronk est étudiante en journalisme à l'université Northwestern, de Chicago.

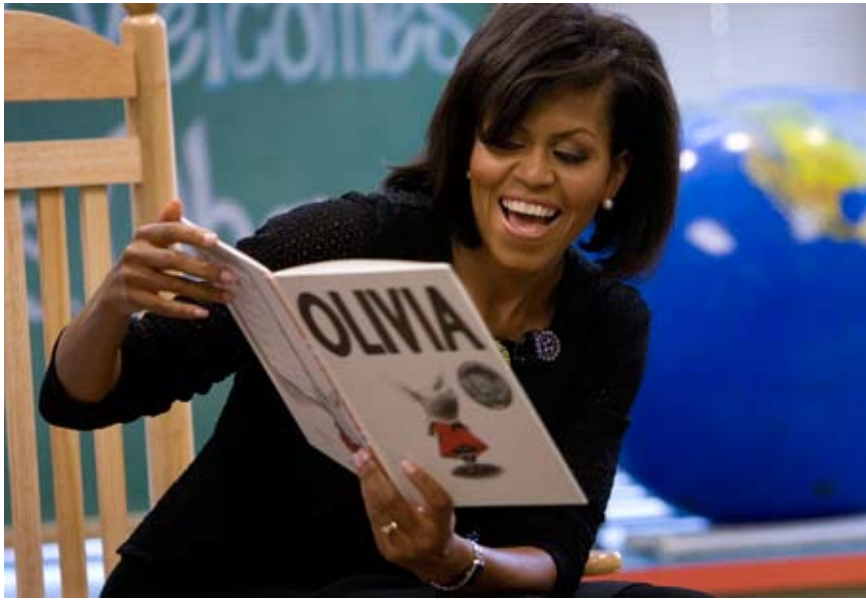
Si Barack Obama remporte l'élection présidentielle en novembre 2008, son épouse et lui seront les premiers Afro-Américains à occuper la Maison-Blanche.

Barack Obama et son épouse Michelle (quarante-quatre ans) ont parfaitement conscience de l'importance de cette campagne qui fait époque et de la signification historique qu'elle revêt pour de nombreux Américains. Dans les discours qu'elle prononce durant la campagne, Michelle Obama mentionne souvent une fillette de dix

ans qu'elle a rencontrée un jour dans un salon de coiffure de la Caroline du Nord et qui lui a dit : « Si Barack Obama est élu président, il n'y aura pas alors de limites à ce que je peux imaginer pour moi-même. »

« Cela aurait pu s'appliquer à moi, a-t-elle indiqué, car, en vérité, je ne suis pas censée me tenir ici devant vous, Je suis une curiosité statistique. Une Noire qui a grandi dans les quartiers sud de Chicago. Étais-je censée aller à Princeton? Non. On disait que la faculté de droit de Harvard était peut-être trop difficile pour moi, mais j'y suis allée. Je m'en suis bien tirée. Et je n'étais certainement pas censée me tenir ici devant vous. »

Michelle Robinson est née et a été élevée dans une famille de la classe ouvrière de Chicago (Illinois). Son père travaillait au service des eaux de la ville et était responsable de la section du parti démocrate de son quartier. Sa mère était une femme au foyer qui



© AP Images/Rob Ostermaier

Michelle Obama lit un livre à de jeunes élèves d'une école militaire de Norfolk (Virginie).

s'occupait d'elle et de son frère aîné, Craig.

Elle était très bonne élève et fut admise à l'université de Princeton. Après avoir obtenu une licence en sociologie avec, comme matière secondaire, les études afro-américaines, elle entra à la faculté de droit de Harvard.

Barack et Michelle se rencontrèrent en 1989 quand, en tant que membre du cabinet d'avocats Sidley & Austin, Michelle fut chargée de servir de mentor à Barack Obama qui y faisait un stage durant l'été.

Barack Obama l'invita à assister à l'une des réunions de son groupe d'animation sociale à Chicago. Elle accepta et se rendit à une réunion durant laquelle, a-t-elle indiqué à l'hebdomadaire *Newsweek*, il avait souligné aux participants la nécessité de combler le fossé entre le monde tel qu'il était et le monde tel qu'il devrait être.

Ils continuèrent à se fréquenter et se marièrent en 1992. Ils partagent la passion du service de la collectivité et ont consacré la majeure partie de leur vie adulte à des carrières dans ce domaine.

Après avoir quitté le cabinet d'avocats où ils s'étaient rencontrés, Michelle Obama occupa plusieurs postes dans la municipalité de Chicago et elle fonda et dirigea l'association Public Allies in Chicago, qui encourage les jeunes à travailler au service de la collectivité. Tout récemment, elle occupait les fonctions de vice-présidente des affaires communautaires et externes du Centre médical de l'université de Chicago.

« C'est certainement une personne qui mettrait à profit la tribune qu'offrirait la Maison-Blanche, a déclaré

Myra Gutin, historienne et professeur de communication à l'université Rider (New Jersey). Elle est intelligente, s'exprime avec facilité et possède une expérience professionnelle en matière de gestion. »

Barack et Michelle Obama espèrent que leur enthousiasme pour le service de la collectivité et leurs nombreux succès professionnels les aideront à remporter l'élection de novembre. Toutefois, pour Barack Obama, deux des forces agissantes à l'origine de son désir d'être président et d'exercer une influence positive sur le monde sont ses deux filles, Malia (dix ans) et Sasha (sept ans). S'il est élu, ces fillettes seront les plus jeunes occupantes de la Maison-

Blanche depuis Amy Carter, qui avait neuf ans quand son père, Jimmy Carter, a été élu président en 1976.

« Ma vie gravite autour de mes deux filles », a-t-il dit lors d'un discours qu'il a prononcé dans une église de Chicago, à l'occasion de la fête des pères. « Je pense au genre de monde que je leur léguerais. Ce que j'ai compris, c'est que la vie ne compte guère si vous n'êtes pas prêt à faire votre part pour laisser à vos enfants, à tous les enfants, un monde meilleur. C'est là notre ultime responsabilité en tant que pères et en tant que parents. » ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Le rôle des partis tiers dans l'élection présidentielle



© AP Images/J. Scott Applewhite

De gauche à droite : Ron Paul, ancien candidat républicain, Cynthia McKinney, du parti vert, Chuck Baldwin, du parti de la Constitution, et Ralph Nader, candidat indépendant, lors de la conférence de presse qu'ils ont donnée le 8 septembre 2008 et au cours de laquelle ils ont invité la presse à s'intéresser davantage aux candidats à la présidence des partis tiers.

Les partis démocrate et républicain dominent depuis longtemps la scène politique américaine. Depuis 1856, tous les présidents élus par le peuple américain ont appartenu à l'un ou l'autre de ces deux partis. Toutefois, les États-Unis comptent une trentaine d'autres partis politiques connus sous le nom de « partis tiers ». Des candidats peuvent aussi briguer la présidence en qualité d'indépendants, sans être affiliés à un parti quelconque.

Un grand nombre des petits partis ou des candidats indépendants jouent un rôle important dans l'élection présidentielle en attirant l'attention sur des questions qui pourraient être ignorées autrement ou en permettant à des électeurs mécontents d'exprimer leurs opinions. Dans certains cas, le candidat d'un parti tiers peut aussi modifier l'issue de l'élection, estiment les politologues. L'un des candidats d'un parti tiers dont la notoriété est grande est Ralph Nader, qui a obtenu 2,7 % des suffrages exprimés en tant que candidat du parti vert en 2000. Il n'a obtenu aucune voix de grand électeur, mais certains démocrates soutiennent encore

qu'il a fait perdre la présidence à Al Gore en attirant des suffrages qui seraient très probablement allés au candidat démocrate.

Ralph Nader est l'un des dizaines de candidats de partis tiers qui se présentent à l'élection présidentielle de 2008, bien que cette fois-ci il soit un candidat indépendant. Parmi ces candidats figurent aussi le candidat du parti libertarien, Bob Barr, qui est un ancien représentant républicain. Le candidat du parti vert à la présidence est cette année Cynthia McKinney, une ancienne représentante démocrate de la Géorgie.

Les partis tiers dont le nombre des membres inscrits sur les listes électorales atteint plus de 100 000 sont le parti de la Constitution, de tendance conservatrice dans les domaines social et économique, le parti vert, de tendance de gauche, et le parti libertarien, de tendance conservatrice en matière budgétaire, mais progressiste dans le domaine social. Parmi les partis tiers de plus petite taille figurent plusieurs partis conservateurs au niveau des États, le parti centriste, le parti socialiste et le parti communiste. ■

Bibliographie, sites Internet et filmographie

LIVRES ET ARTICLES

John McCain

Brock, David and Paul Waldman. *Free Ride: John McCain and the Media*. New York, NY: Anchor Books, 2008.

Douglass, Linda. "McCain's Turning Point," *National Journal*, vol. 40, no. 17 (April 26, 2008): pp. 24-28.
http://www.nationaljournal.com/njmagazine/cs_20080426_1107.php

Kellerhals, Merle D. "Candidate McCain Aims to Revitalize U.S. Global Standing."
<http://www.america.gov/st/elections08-english/2008/July/20080725142235dmslahrellek0.8933222.html?CP.rss=true>

McCain, John and Mark Salter. *Character Is Destiny: Inspiring Stories Every Young Person Should Know and Every Adult Should Remember*. New York, NY: Random House, 2005.

McCain, John. *Deterrence in Decay: The Future of the U.S. Defense Industrial Base: The Final Report of the CSIS Defense Industrial Base Project*. Washington, DC: Center for Strategic and International Studies, 1989.

McCain, John. "An Enduring Peace Built on Freedom," *Foreign Affairs*, vol. 86, no. 6 (November/December 2007): pp. 19-34.

McCain, John and Mark Salter. *Faith of My Fathers*. New York, NY: Random House, 1999.

McCain, John and Mark Salter. *Hard Call: Great Decisions and the Extraordinary People Who Make Them*. New York, NY: Twelve, 2007.

McCain, John and Mark Salter. *Why Courage Matters: The Way to a Braver Life*. New York, NY: Random House, 2004.

McCain, John and Mark Salter. *Worth the Fighting For: The Education of an American Maverick and the Heroes Who Inspired Him*. New York, NY: Random House Trade Paperbacks, 2003.

Welch, Matt. *McCain: The Myth of a Maverick*. New York, NY: Palgrave Macmillan, 2007.

Wells, Catherine. *Political Profiles: John McCain*. Greensboro, NC: Morgan Reynolds Pub., 2008.

Whitford, David. "The Evolution of John McCain," *Fortune*, vol. 158, no. 1 (July 7, 2008): pp. 56-58, 60, 62, 64, 66.

Barack Obama

Brill, Marlene Targ. *Barack Obama: Working to Make a Difference*. Minneapolis, MN: Millbrook Press, 2006.

Dupuis, Martin and Keith Boeckelman. *Barack Obama, the New Face of American Politics*. Westport, CT: Praeger, 2008.

Easton, Nina. "What Obama Means for Business," *Fortune*, vol. 158, no. 1 (July 7, 2008): pp. 68-70, 72, 74, 76, 78.

Kellerhals, Merle D. "Obama Emphasizes Multilateral U.S. Foreign Policymaking."
<http://www.america.gov/st/elections08-english/2008/July/20080725162819dmslahrellek0.840069.html?CP.rss=true>

Mansfield, Stephen. *The Faith of Barack Obama*. Nashville, TN: Thomas Nelson, 2008.

Obama, Barack. *The Audacity of Hope: Thoughts on Reclaiming the American Dream*. New York, NY: Crown Publishers, 2006.

Obama, Barack. *Dreams From My Father: A Story of Race and Inheritance*. New York, NY: Three Rivers Press, 2004.

Obama, Barack. "Renewing American Leadership," *Foreign Affairs*, vol. 86, no. 4 (July/August 2007): pp. 2-16.

Price, Joann F. *Barack Obama: A Biography*. Westport, CT: Greenwood Press, 2008.

Street, Paul L. *Barack Obama and the Future of American Politics*. Boulder, CO: Paradigm Publishers, 2008.

Sullivan, Andrew. "Goodbye to All That," *The Atlantic*, vol. 300, no. 5 (December 2007): pp. 40-42, 44, 46, 48-49, 52, 54.
<http://www.theatlantic.com/doc/200712/obama>

Wagner, Heather L. *Barack Obama*. New York, NY: Chelsea House Publishers, 2008.

Wilson, John K. *Barack Obama: This Improbable Quest*. Boulder, CO: Paradigm, 2008.

POUR LES JEUNES

Bourcier, Cammy S. *Barack Obama*. Philadelphia, PA: Mason Crest Publishers, 2008.

Davis, William. *Barack Obama: The Politics of Hope*. Stockton, NJ: OTTN Pub., 2008.

Feinstein, Stephen. *Barack Obama*. Berkeley Heights, NJ: Enslow, 2008.

Kozar, Richard. *John McCain*. Philadelphia, PA: Chelsea House Publishers, 2002.

Sapet, Kerrily. *Political Profiles: Barack Obama*. Greensboro, NC: Morgan Reynolds, 2008.

Schuman, Michael. *Barack Obama: "We Are One People."* Berkeley Heights, NJ: Enslow Publishers, 2008.

Stewart, Gail B. *John McCain*. Detroit, MI: Lucent Books, 2008.

Williams, Spencer. *John McCain: An American Life*. New York, NY: Grosset and Dunlap, 2008.

Wizner, Kira. *John McCain: Profile of a Leading Republican*. New York, NY: Rosen Publishing Group, 2008.

SITES INTERNET

Guide to the 2008 Election
<http://uspolitics.america.gov/uspolitics/elections/index.html>

The Long Campaign
<http://www.america.gov/publications/ejournalusa.html#1007>

The New York Times: The Long Run
The Lives and Careers of the 2008 Presidential Contenders
<http://topics.nytimes.com/top/news/politics/series/thelongrun/index.html>

Official Campaign Web Site
www.BarackObama.com

Official Campaign Web Site:
www.johnmccain.com

Washington Foreign Press Center: John McCain
Webliography
<http://fpc.state.gov/fpc/101266.htm>

Washington Foreign Press Center: Barack Obama
Webliography
<http://fpc.state.gov/fpc/101270.htm>

FILMOGRAPHIE

Documentaires :

Democracy in America (2003)
Producer: Annenberg/CPB
Synopsis: A video resource for teachers of civics; shows examples of democracy in action.
Running time: 30 minutes

Framework for Democracy (2002)
26 parts — 30 minutes each, produced 2002
Producer: Intelcom
Synopsis: This series demystifies the vagaries of a democratic government in the 21st century. It is linked with Harvard University historian, Tom Patterson's textbook, *We the People*, published by McGraw-Hill.
Running time: 30 minutes

Vote for Me: Politics in America (1996)

Producer: The Center for New American Media
Synopsis: Entertaining series that looks at American culture as reflected in political campaigns across the United States.
Running time: 60 minutes

Films :

Advise and Consent (1962)

<http://www.imdb.com/title/tt0055728/>

Producer: Columbia Pictures Corp.
Synopsis: A drama portraying the clash of political personalities and interests on Capitol Hill in Washington during a Senate investigation of the president's choice of a new secretary of state.
Running time: 138 minutes

All the President's Men (1976)

<http://www.imdb.com/title/tt0074119/>

Producer: Warner Bros.
Synopsis: In the run-up to the 1972 presidential election, *Washington Post* reporter Bob Woodward covers what seems to be a minor break-in at the Democratic Party's national headquarters. The editor of the *Post* is prepared to run with the story and assigns Woodward and Carl Bernstein to pursue it.
Running time: 138 minutes

All the King's Men (1949)

<http://www.imdb.com/title/tt0041113/>

Producer: Columbia Pictures Corp.
Synopsis: Willie Stark, a dynamic backwoods lawyer, batters his way into the governor's mansion with the help of his hard-boiled secretary, Sadie Burke, and reporter Jack Burden. Once elected, Willie uses his unprincipled charm to become a brutal dictator, but his unquenchable thirst for power threatens to topple the monarch and his kingdom.
Running time: 109 minutes

The Best Man (1964)

<http://www.imdb.com/title/tt0057883/>

Producer: United Artists Corp.
Synopsis: A behind-the-scenes political satire that describes the bitter struggle for a party's presidential nomination between an ambitious and self-righteous character assassin and a reflective and scrupulous intellectual who is faced with the need to use his opponent's smear tactics.
Running time: 102 minutes

The Candidate (1972)

<http://www.imdb.com/title/tt0068334/>

Producer: Warner Bros.
Synopsis: California lawyer Bill McKay fights for the little man. His charisma and integrity get him noticed by the Democratic Party machine, and he is persuaded to run for the Senate against an apparently unassailable incumbent.
Running time: 110 minutes

The Contender (2000)

Producer: Dreamworks Pictures

Synopsis: Laine Hanson, a senator, is nominated to become vice president following the death of the previous office holder, but during the confirmation process, she is the victim of a vicious attack on her personal life.
Running time: 126 minutes

The Great McGinty (1940)

<http://www.imdb.com/title/tt0032554/>

Producer: Paramount
Synopsis: Dan McGinty, originally just a hobo, proves his toughness to a mob boss who takes him in; he earns the position of alderman, and then mayor, in a corrupt city administration.
Running time: 82 minutes

Primary Colors (1998)

<http://www.imdb.com/title/tt0119942/>

Producer: Tele-München UGC PH, BBC, and Marubeini/Toho-Towa; Universal Pictures
Synopsis: A man joins the political campaign of a smooth-operator candidate for president of the United States.
Running time: 143 minutes

The Seduction of Joe Tynan (1979)

<http://www.imdb.com/title/tt0079875/>

Producer: Universal Pictures
Synopsis: Respected liberal Senator Joe Tynan is asked to lead the opposition to a Supreme Court appointment.
Running time: 107 minutes

State of the Union (1948)

<http://www.imdb.com/title/tt0040834/>

Producer: Metro-Goldwyn-Mayer (MGM)
Synopsis: An industrialist is urged to run for president, but this requires uncomfortable compromises on political and personal levels.
Running time: 124 minutes



America.gov

Les États-Unis dans le monde d'aujourd'hui

Site de eJournalUSA

<http://www.america.gov>



**UNE
REVUE
MENSUELLE
PROPOSÉE
DANS
DIFFÉRENTES
LANGUES**

